

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA RÉSILIATION
DU
LOUAGE DE SERVICES

(LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi, 22 Juin 1896, à 10 heures.

PAR

E. BARTHELEMY

Avocat à la Cour d'Appel

Président: M. Léon MICHEL, professeur.

Suffragants: MM. BEAUREGARD, professeur.

JAY, Agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1896

LE DOCTORAT

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA RÉSILIATION
DU
LOUAGE DE SERVICES

(LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi, 22 Juin 1896, à 10 heures.

PAR

E. BARTHELEMY

Avocat à la Cour d'Appel



Président: M. Léon MICHEL, professeur.

Suffragants: MM. BEAUREGARD, professeur.

JAY, Agrégé.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1896



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA RÉSILIATION DU LOUAGE DE SERVICES

(Loi du 27 décembre 1890)

INTRODUCTION

On a souvent reproché au Code Civil de 1804 son laconisme sur le louage de services. Deux articles seulement règlent ce contrat. L'un oblige le juge à croire le maître sur son affirmation pour la quotité des gages et le paiement du salaire de l'année échue. Il a été abrogé en 1868. L'autre prohibe les engagements perpétuels. Il était vraiment superflu de rappeler dans une œuvre législative issue de la Révolution Française l'abolition du servage même conventionnel. Le Code Civil a donc presque passé sous silence le louage de travail, tandis qu'il a réglé d'une façon si minutieuse les autres contrats, la vente, le louage, le mandat, le dépôt. Celui qui nous occupe n'a pas été défini. Rien sur sa formation, rien sur effets, rien sur sa résiliation.

« Il ne faut pas s'en étonner, a dit notre savant

maître M. Glasson, (1) l'ouvrier, tel qu'il existe aujourd'hui, travailleur libre et indépendant, est un homme tout nouveau dans notre société. » Jadis enveloppé dans le réseau des corporations et soumis, pour presque tous les actes de sa vie industrielle et civile, à leurs règlements minutieux, il venait enfin en 1789 d'échapper au régime des maîtrises et des jurandes, qui l'astreignait à des stages interminables, l'emprisonnait dans un métier spécial et lui imposait de vive force certains procédés de fabrication. Il était émancipé. Mais quelles seraient les conséquences de cette révolution économique ? Quels seraient les rapports de ces nouveaux patrons et de ces nouveaux ouvriers ? On ne s'en doutait pas encore.

La Révolution Française s'est donc considérée comme quitte envers l'ouvrier lorsqu'elle lui eut accordé la liberté. En organisant le travail sur les bases existantes, elle aurait cru consacrer un vestige de l'ancien servage.

La grande industrie, le machinisme n'existaient pas encore, le prolétariat moderne n'était pas né et l'on ne pouvait même entrevoir dans les brumes de l'avenir ni les usines démesurées, ni les masses ouvrières qui, par un retour étrange, interprètent la loi de 1884 sur les syndicats professionnels comme une résurrection de ces corpora-

(1) Revue des deux-mondes, 15 mars 1888.

tions honnies par leurs pères au siècle dernier et y cherchent les armes nécessaires pour lutter contre ce qu'ils considèrent à tort comme une féodalité nouvelle.

Comment donc s'étonner si le Code Civil, promulgué au lendemain de la Révolution idéaliste de 1789, n'a consacré que deux articles au louage de services, tandis qu'il traitait la matière de la vente de l'art. 1582 à l'art. 1702.

On ne pouvait prévoir l'ouvrier de nos jours ni en particulier l'employé des chemins de fer, dont les droits à la retraite ont été l'embryon et le point de départ de la loi du 27 décembre 1890, qui va faire l'objet de cette étude.

La situation de l'agent des compagnies de chemins de fer est toute spéciale, mais le Sénat, qui vient de le mettre à part au point de vue du droit de grève, n'avait pas admis qu'il en fût de même en ce qui concerne le louage d'ouvrage. Nous ferons voir en effet que c'est de la sorte que la proposition sur les agents commissionnés des chemins de fer, amendée, transformée à travers des discussions successives, est devenue la loi du 27 décembre 1890 sur le louage de services.

La Chambre des Députés s'est inclinée cette fois devant la Chambre Haute, elle a accepté un texte général et si peu clair que la jurisprudence, comme nous l'exposerons, ne s'est pas encore fixée sur le

point de savoir si la rupture du contrat, sans cause légitime, ouvre ou non le droit à indemnité. La négative nous semble préférable comme plus conforme aux principes.

Depuis longtemps et surtout depuis 1848, légistes et publicistes réclamaient une réforme de notre Code Civil en faveur des ouvriers. La loi du 27 décembre 1890 est la première qui ait directement réglementé le contrat de travail, abordé toutefois précédemment, soit par la loi de 1864 sur les grèves, soit par la loi de 1884 sur les syndicats.

Nous allons développer cette idée que le législateur de 1890, tout en créant une exception en faveur des ouvriers ayant fait des versements pour la retraite, exception qui est un reste de la Proposition primitive sur les agents commissionnés des chemins de fer, que le législateur de 1890 n'a guère fait qu'affirmer et sanctionner la liberté réciproque du contrat de travail établie en 1804.

CHAPITRE PREMIER

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE ANTÉRIEURES A LA

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890.

SECTION I

Ancien art. 1780. C. C.

La situation déplorable du serf attaché à la glèbe a préoccupé le législateur du Code Civil. Pour éviter le retour d'un pareil état social et pour sauvegarder la liberté humaine, il a décidé dans l'article 1780 C. C. que : *On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.*

« Il serait étrange, disait M. Galli, dans son exposé des motifs au Corps Législatif (1), qu'un domestique, qu'un ouvrier pussent engager leurs

(1) Fenet, tome XIV, p. 339.

services pour toute leur vie. La condition d'homme libre abhorre toute espèce d'esclavage. »

La Constitution de 1791 avait déjà consacré ces principes dans l'immortelle Déclaration des Droits de l'homme, droits dont l'homme ne peut être dépouillé, parce qu'ils sont inaliénables et imprescriptibles.

On ne peut engager ses services qu'à temps, dit l'article 1780. Cela veut dire non seulement qu'un domestique ne peut pas louer ses services à perpétuité, mais qu'il ne peut pas les louer pour un temps déterminé, dont la durée serait, d'après les probabilités, aussi longue que celle de sa vie. Tel serait, par exemple, le contrat par lequel un domestique âgé de trente ans engagerait ses services pour une durée de cinquante ou de soixante années. Faire un pareil contrat ce serait bien se conformer à la lettre de l'article 1780, puisque les services ne seraient loués qu'à temps, mais ce serait aller directement à l'encontre du but que ce texte se propose ; aussi s'accorde-t-on à reconnaître que les tribunaux devront annuler tout contrat dans lequel ils constateront qu'il est fait pour toute la vie du domestique.

A l'inverse il n'est pas défendu au domestique de s'engager jusqu'à la mort de son maître, si celui-ci est plus âgé que lui. Ainsi, une personne peut louer ses services jusqu'à la mort d'une autre, alors que

le maître est âgé de soixante ans et que le serviteur n'en a que trente.

On a soutenu que ce contrat était nul, car il était fait à vie et le texte de notre article ne distingue pas suivant qu'il est fait pour la durée de la vie du maître ou pour la durée de la vie du domestique. Sans doute la loi n'établit pas cette distinction, mais la solution que nous proposons est conforme à son esprit, car elle n'a voulu prohiber qu'une chose, l'asservissement du domestique pour toute sa vie. Cet engagement est donc valable, pourvu toutefois qu'il y ait une certaine différence d'âge entre les deux contractants.

On considère aussi comme perpétuel le contrat par lequel une personne loue son travail pour la période active de sa vie. Cette période est estimée en général à trente ou quarante ans.

Le louage de services peut être fait aussi, d'après l'art. 1780, pour une entreprise déterminée : l'extraction des pierres d'une carrière, l'exploitation d'un bois, etc., mais il faut appliquer à ce principe la restriction que nous avons apportée lorsqu'il s'est agi du louage de services pour un temps déterminé ; il ne faut pas que la longueur de l'entreprise excède la durée de la vie de celui qui loue ses services. Ainsi une personne s'engage à extraire les pierres d'une carrière à raison de tant par journée de travail, et les dimensions de la carrière sont telles qu'il est

certain que la vie tout entière de l'ouvrier s'écoulera à ce travail ; la convention est nulle par le motif que nous donnions tout-à-l'heure, à savoir qu'on ne peut louer ses services pour la durée de sa vie ni directement, ni indirectement.

Il faut remarquer que cette règle ne s'applique pas à l'entreprise, pour l'exécution de laquelle une personne emploie le travail d'autrui ; en pareil cas la convention est régie par les articles 1787 et suivants. Celui qui s'est chargé de ces travaux peut en abrégier la durée en prenant un nombre suffisant d'auxiliaires.

Le principe de l'art. 1780 est d'ordre public et toute convention contraire est frappée d'une nullité radicale, est inexistante. La cause est illicite, or tout engagement sur cause illicite (art. 1131) ne peut produire aucun effet. Il n'y a ni créancier, ni débiteur. Le maître n'est pas plus lié que le domestique ; il ne s'agit pas de savoir si la prohibition a été édictée dans l'intérêt du premier ou dans celui du second. Une obligation inexistante c'est le néant et le néant ne saurait produire aucun effet.

Par suite ce contrat peut-être rompu sans dommages-intérêts. Quand il a été exécuté, il peut y avoir lieu soit à répétition, soit à une action à raison des services rendus. Cette action ne naît pas du louage d'ouvrage, mais du fait qu'une personne a rendu des services à une autre et que l'on ne peut pas

s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui. L'employeur doit à l'employé le paiement des services qu'il lui a rendus jusqu'à l'époque de la dissolution du contrat.

La disposition qui nous occupe s'applique-t-elle seulement aux domestiques et aux ouvriers. On serait tenté de le croire puisqu'elle se trouve sous la rubrique de la section 1^{re} du chapitre III intitulée : Du louage des domestiques et des ouvriers.

Mais il est impossible de restreindre la portée de notre article aux gens de service, car il met en jeu la liberté individuelle, qui est la base de notre état social. En vertu des art. 6 et 1133 on ne peut déroger par des conventions aux principes d'ordre public. Contracter un engagement perpétuel est bien une cause illicite, or toute obligation sur cause illicite ne peut produire aucun effet. L'art. 1780 est donc général et doit recevoir son application, quelle que soit la nature du travail exécuté.

Les rédacteurs du Code Civil n'ont édicté aucune autre règle sur le louage de services. Il faut donc recourir aux principes généraux pour déterminer la formation, les effets, les modes d'extinction de ce contrat et notamment la résiliation, qui fait l'objet de cette étude.

SECTION II.

De la résolution et de la résiliation du louage de services.

Certains auteurs (1) confondent la résiliation et la résolution du louage de services. Nous croyons cependant que ces deux termes ne sont pas synonymes et qu'il faut les distinguer.

Le droit de résolution est la faculté de faire considérer un acte juridique comme non venu à raison de certaines circonstances qui se sont produites postérieurement à cet acte. L'acte résolu ne pourra plus produire d'effets à l'avenir et il y aura lieu d'anéantir ceux qui en étaient résulté.

Le louage de travail est soumis aux dispositions de droit commun relatives à la résolution des contrats. La condition résolutoire tacite de l'article

(1) M. Laurent (t. 25 [p. 644 et suiv.]), MM. Aubry et Rau (t. IV p. 494 et suiv.) emploient indifféremment ces deux expressions. Le Code Civil lui-même dans l'art. 1722 nous semble avoir désigné sous le nom de résiliation ce qui est en réalité une résolution. Cet article est ainsi conçu :

Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix ou la résiliation même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1184 du Code Civil, mise en jeu par l'inexécution des engagements, opère la révocation du louage de services. La détermination des faits est laissée à l'appréciation du juge.

Certaines lois étrangères spécifient ces faits.

Voici, par exemple, comment sont conçus les art. 94 et 95 de la loi hongroise sur l'industrie, du 21 mai 1884 :

ART. 94. L'ouvrier peut être congédié immédiatement sans dénonciation.

a) S'il commet un acte punissable ayant la cupidité pour mobile.

b) S'il se rend coupable de voies de fait ou d'outrages grossiers envers le patron, son représentant ou un membre de sa famille, s'il refuse obstinément de remplir ses devoirs ou s'il chôme sans motif et contre la volonté du patron, pendant tout un jour ouvrable.

c) S'il compromet par son imprudence et malgré les avertissements qui lui sont donnés, la sécurité de la maison ou de l'établissement.

d) S'il est condamné à une peine privative de la liberté pour plus de trois jours.

e) S'il est incapable d'exécuter le travail qu'il a entrepris suivant son contrat.

f) S'il est atteint d'une maladie répugnante et contagieuse.

g) Si, en abusant de la confiance de l'entrepreneur, il préjudicie aux intérêts de l'établissement.

Art. 95. L'ouvrier peut se retirer immédiatement et sans dénonciation.

a) Si le patron, son représentant ou ses proches se livrent à des voies de fait envers lui ou les membres de sa famille, ou commettent un outrage contre lui ou contre les membres de sa famille.

b) Si le patron ne remplit pas les obligations du contrat.

c) Si dans les cas où il travaille à la pièce, le patron n'est pas en mesure de lui donner du travail sans interruption.

d) Si sa santé ou sa vie est compromise en cas de continuation de travail.

Le louage de services est résolu de plein droit et sans indemnité lorsqu'il devient impossible de l'exécuter par suite d'un cas fortuit ou de force majeure.

Si le patron voit périr son usine dans un incendie ou voit son industrie monopolisée par l'Etat (par exemple un fabricant d'allumettes chimiques placé sous le coup de la loi du 2 août 1872 qui attribue à l'Etat le monopole de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques), le louage de travail prend fin sans qu'aucune des parties puisse prétendre à des dommages-intérêts, car les

dommages-intérêts supposent une faute ou du moins un fait imputable à celui contre lequel on les réclame et on ne peut rien imputer à celui qui n'a fait que subir des événements qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher.

Voici comment la loi hongroise sur l'industrie du 21 mai 1884, art. 96, applique ce principe au cas où l'ouvrier est appelé sous les drapeaux :

Lorsqu'un soldat en congé temporaire s'est embauché comme ouvrier, et qu'il est rappelé par l'autorité militaire, le contrat de travail prend fin sans droit à indemnité. Il en est de même pour ceux qui ont été incorporés au moment du recrutement et sont appelés au service militaire. — Au contraire lorsque le réserviste est convoqué aux manœuvres annuelles, le contrat de travail ne prend pas fin, mais l'ouvrier n'a droit à aucun salaire pendant le temps des manœuvres.

En France M. Prudent-Dervillers, député et quelques-uns de ses collègues ont présenté le 3 mars 1894 une proposition de loi aux termes de laquelle la convocation de l'ouvrier par l'autorité militaire à une période d'instruction ne constituerait pas une cause de résolution du louage de services (1).

Que décider si l'ouvrier tombe malade.

(1) Doc. Ch. 1894, n° 456, p. 289.

La maladie de l'ouvrier est bien un cas de force majeure, qui non seulement dispense le patron de payer le salaire pendant le temps où l'ouvrier n'a pu travailler, mais même lui permet de résoudre le contrat lorsque la maladie se prolonge et que le travail, auquel cet ouvrier était employé, ne peut être interrompu.

La jurisprudence s'est départie de la rigueur du droit en ce qui concerne les domestiques et a admis que si la maladie est de courte durée, le maître doit à son serviteur son salaire même pendant le temps où il n'a pu le servir. Cette solution était déjà admise au Parlement de Paris le 15 juin 1419 et le 22 septembre 1483 : « Serions-nous aujourd'hui moins humains qu'on ne l'était au xv^e siècle », dit avec raison M. Duvergier en rapportant cette jurisprudence.

Il est malheureusement difficile de l'étendre aux ouvriers et de faire plier la rigueur du droit en leur faveur, car le travail industriel a des exigences inconnues aux services domestiques. Cependant certaines législations étrangères se sont prononcées dans ce sens. L'art. 341 du Code fédéral suisse des obligations dispose : Celui qui a engagé ses services à long terme ne perd pas ses droits à la rémunération, alors qu'il est empêché de s'acquitter de son obligation pendant un temps relativement court et

sans sa faute, pour cause de maladie, de service militaire ou tout autre analogue.

L'art. 562 du projet de Code civil allemand est ainsi conçu : Lorsqu'il s'agit de services continus exigeant complètement ou principalement toute l'industrie de celui qui les doit, celui-ci ne perd pas ses droits au salaire convenu parce qu'il a été empêché de rendre les services pendant un temps peu considérable, pour une cause relative à sa personne, mais sans qu'il y ait faute de sa part.

La faillite ou la déconfiture du patron peut-elle être considérée comme un cas de force majeure, mettant fin de plein droit et sans indemnité au louage de services.

L'art. 2003 du Code Civil, au titre du mandat, décide que ce contrat prend fin par la déconfiture soit du mandant, soit du mandataire. A défaut d'un article analogue contenu dans notre titre, il est impossible d'étendre cette disposition au louage de services.

La jurisprudence (1) a admis que la déconfiture du patron ne pouvait pas être considérée comme un cas de force majeure dégageant ce dernier de toute responsabilité envers ses ouvriers. De sorte que ceux-ci auront droit non seulement aux salaires

(1) Tribunal de la Seine, 28 juin 1893. (*Journal des Prud'hommes*, 1893 p. 270).

échus, mais même à une indemnité de congé. Il est vrai que l'art. 549 C. Co. n'accorde de privilège à l'employé que pour les salaires acquis. Cette créance seule sera donc privilégiée, celle relative à l'indemnité est purement chirographaire.

La grève générale ne constitue pas davantage un cas de force majeure résolvant sans indemnité le louage de services.

Ainsi le patron qui, sous une menace de grève formulée par une partie de son personnel, congédie brusquement un ouvrier, ne peut prétendre avoir obéi à une force irrésistible et être dispensé de payer des dommages-intérêts à l'ouvrier brusquement renvoyé.

Mais ce dernier, malgré l'indemnité qu'il a pu obtenir de son patron, a le droit d'en demander une également à ceux dont les menaces de grève ont déterminé son renvoi. Ainsi un arrêt récent de la Cour de cassation (1) a condamné un Syndicat à payer une certaine somme d'argent à l'ouvrier non syndiqué, dont il avait provoqué le renvoi par des menaces de grève.

Quid de la mort de l'une des parties? La mort du domestique ou de l'ouvrier met fin de plein droit à la convention. Aucun doute ne peut s'élever : à leur égard le contrat a bien été fait intuitu personæ. La

(1) Civile, 22 juin 1892, Sirey, 1893, I. 41.

considération de leur personnalité a été la cause déterminante du consentement de l'autre partie.

Faut-il admettre la même solution en cas de mort du patron ou du maître? L'affirmative s'impose lorsqu'il s'agit de services domestiques. La personne du maître n'est pas indifférente au serviteur. Celui-ci est attaché directement à sa personne.

L'ouvrier au contraire ne connaît souvent pas le chef de l'établissement où il travaille. Le lien qui l'unit à son patron n'offre pas le caractère personnel et intime des rapports entre maître et domestique. Nous pensons que si l'entreprise industrielle est continuée par les héritiers, le contrat ne peut être rompu de part ni d'autre sans dommages-intérêts.

Cependant l'art. 83 de la loi autrichienne du 8 mars 1885 décide le contraire. Elle dispose que l'engagement prend fin de plein droit en cas de cessation de l'industrie ou de mort de l'industriel.

Quant à la résiliation, c'est la cessation du contrat pour l'avenir seulement, résultant de la volonté des parties. Le louage de services est résilié par le mutuus dissensus, c'est l'application du droit commun. A défaut de conventions, art. 1134 C. C., les contrats ne peuvent être révoqués que d'un commun accord ou pour les causes que la loi autorise.

SECTION III

Droit de congé unilatéral.

Aucun principe de droit commun n'autorise la résiliation immédiate et sans indemnité du louage de services; la volonté de l'une des parties peut-elle y mettre fin?

A cet égard, il faut distinguer suivant que le louage est à durée déterminée ou à durée indéterminée. On pourrait au point de vue de la durée distinguer 5 sortes de ces conventions. (1) 1° l'engagement à perpétuité, fait d'une façon ferme pour la vie entière; 2° l'engagement fait pour une durée indéfinie, mais avec faculté de résiliation à toute époque; 3° l'engagement fait pour un temps, mais renouvelable, ce qui lui permet de se prolonger indéfiniment comme le précédent, mais aussi de se rompre à des intervalles périodiques; 4° l'engagement fait pour un temps fixe, sans aucune idée de renouvellement à son expiration et sans faculté de dédit pendant son exécution; 5° l'engagement fait pour une entre-

(1) La classification que nous avons adoptée est empruntée à M. Planiol. Note sous Amiens, 2 janvier 1892. Dalloz, 92. II. 489.

prise déterminée, qui ressemble au précédent en ce qu'il ne comporte ni renouvellement, ni faculté de résiliation, mais qui en diffère grâce à la façon dont le terme final est fixé par l'achèvement du travail et non par l'écoulement du temps.

Ce n'est que dans la variété portant le n° 2 de la classification que le louage est illimité. L'engagement fait pour un temps fixe, renouvelable ou non, ou pour une entreprise déterminée, est limité.

Une durée déterminée peut donc être assignée au louage de travail, soit par une clause expresse, soit par l'usage des lieux, la nature de l'ouvrage, le mode de paiement. Dans certains cas exceptionnels, c'est la loi elle-même qui en a décidé ainsi.

Par l'usage des lieux. Il en est ainsi particulièrement en ce qui concerne l'engagement des domestiques dans certaines provinces et notamment à la campagne, car dans les villes ils contractent pour un temps illimité avec faculté de congé, en prévenant huit jours à l'avance.

Par la nature de l'ouvrage. Il en est ainsi en ce qui concerne les ouvriers agricoles qui s'engagent pour la moisson ou pour la vendange, et même, lorsqu'ils n'ont spécifié aucun travail, il est d'usage qu'ils ne contractent que pour une année.

Par le mode de paiement des salaires. Il fait présumer la durée du contrat. Ainsi un ouvrier, rému-

né par quinzaine, par mois ou par semestre, ne s'engage que pour une quinzaine, un mois ou un semestre, mais il faut que l'usage des lieux soit con forme.

Par la loi. Il y a des cas exceptionnels où la loi fixe la durée du louage de services. Un édit royal non abrogé du 7 décembre 1729 punit de 300 livres d'amende les ouvriers qui quitteraient une usine tant que les hauts fourneaux sont en feu.

Lorsque la durée de la convention est ainsi déterminée expressément ou tacitement, chacune des parties est liée envers l'autre jusqu'à l'expiration du terme convenu et toute rupture anticipée du contrat autorise, conformément à l'art. 1184 C. C., le contractant qui en est victime à réclamer des dommages-intérêts.

Mais si, à l'expiration du terme convenu, les services continuent sans opposition de part ni d'autre, il y a certainement tacite reconduction. Le nouveau louage de services qui se forme a-t-il une durée analogue à celle du contrat primitif ou, au contraire, une durée illimitée. Dans le silence de la loi, il convient d'adopter la dernière solution, et d'appliquer à notre espèce l'art. 1738 du Code Civil relatif aux baux.

Certaines législations s'expliquent sur les effets de la tacite reconduction. L'art. 342 du Code fédéral suisse des obligations dispose que : lorsqu'un

louage de services a été conclu pour une année ou pour un terme fixe plus court, il est réputé renouvelé pour le même temps si les services se prolongent sans opposition de part ni d'autre, au-delà de l'époque convenue. Le renouvellement est réputé fait pour une année lorsque le terme primitif était de plus longue durée.

Dans le même ordre d'idées l'art. 565 du projet de Code civil allemand stipule que : lorsqu'à l'expiration du terme, les services sont continués au su et sans opposition du maître, le contrat de louage de services est considéré comme prorogé sans durée déterminée.

SECTION IV

Jurisprudence antérieure à la loi du 27 décembre 1890.

Lorsqu'aucune durée précise n'a été assignée au louage de services, expressément ou tacitement, la jurisprudence a toujours admis qu'il pouvait prendre fin à la volonté de l'une des parties. Cette dérogation à l'art. 1134 par. 2, C. C. (1) aux termes duquel

(1) Ce n'est pas la seule dérogation qu'on puisse citer. Dans les travaux préparatoires de la loi du 27 déc. 1890 on a plusieurs fois signalé la disposition de l'art. 1869 en matière de

les conventions ne peuvent être révoquées que du consentement mutuel de ceux qui les ont faites, se justifie par le caractère essentiellement temporaire du contrat qui nous occupe et par l'application de l'art. 1780 C. C. En effet si le louage de travail illimité ne pouvait prendre fin que par le consentement mutuel, chacun pourrait en prolonger indéfiniment la durée par son refus de résilier et il en résulterait un engagement perpétuel.

Nous ne pensons pas qu'on puisse justifier le droit de congé unilatéral par l'idée de successibilité. Notons cette différence essentielle avec le louage de choses où le contrat se reforme à tout moment tant que dure la chose. Ici c'est la volonté des parties qui décide du maintien ou de la cessation de l'engagement. La meilleure solution est d'admettre que le contrat est conditionnel, c'est-à-dire qu'il est subordonné à la condition que les parties persisteront dans leur intention de rester engagées.

La résiliation volontaire étant de droit, peu importe qu'elle ait été ou non prévue par les parties. Quand elle fait l'objet d'une clause expresse, il n'y a pas lieu d'annuler celle-ci comme contenant une condition potestative contraire aux articles 1171 et

société, et l'art. 270 C. Com. qui est aussi relatif à un louage de services. On peut encore indiquer l'art. 1794 C. C. et l'art. 7 de la loi du 21 mars 1884.

1174 du Code Civil. (1) En effet toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une telle condition de la part de celui qui s'oblige, du débiteur. Le contrat est parfaitement valable lorsqu'il est subordonné à la volonté du créancier. Le louage de services étant une convention synallagmatique, chaque partie est tout ensemble débitrice et créancière.

Cette faculté unilatérale de mettre fin à la convention peut, dans certains cas, donner lieu à des dommages-intérêts. A cet égard la loi du 27 décembre 1890 contient dans ses par. 2 et 3 des dispositions formelles. Mais pour en bien comprendre la portée, ainsi que les difficultés auxquelles elles peuvent donner naissance, il est nécessaire de présenter un rapide exposé des décisions de la jurisprudence antérieure sur ce point, d'autant plus que la loi nouvelle n'a vraisemblablement fait que compléter et coordonner cette jurisprudence.

Il est deux hypothèses dans lesquelles les tribunaux n'ont pas hésité à reconnaître que la résiliation du contrat était passible de dommages-intérêts. 1° Ils ont été prévus par une clause expresse ou tacite. Par exemple les parties s'engagent avant de se donner congé à se prévenir réciproquement un certain temps à l'avance.

(1) Lyon, 6 février 1857 (Aff. Halanzier) ; D. 57, II, 221.

2° Lorsque la rupture brusque du contrat est contraire à l'usage (1). L'usage, en effet, exige souvent que la partie qui veut résilier le louage de services indéterminé, prévienne l'autre partie un certain temps à l'avance, appelé délai de congé.

En cas d'inobservation de ce délai, il détermine aussi le montant de la réparation pécuniaire. Ainsi le maître doit prévenir le domestique huit jours à l'avance ; s'il ne le fait pas, il est d'usage constant à Paris et dans presque toute la France qu'une indemnité soit allouée représentant uniquement le salaire de huit jours. Aucune indemnité de logement ou de nourriture n'est due.

L'usage varie nécessairement en pareille matière avec la nature de la profession et le lieu de la résidence. Ainsi des usages locaux peuvent, à l'égard de certaines professions, consacrer des règles spéciales, qui font loi entre les parties. Il a été jugé que l'usage d'après lequel, dans une localité, un ouvrier ne peut travailler pour un patron, autre que celui qui l'emploie, qu'après avoir fait une

(1) M. Arthur Desjardins (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1888, p. 359), qui a très profondément étudié cette jurisprudence, distingue les résiliations donnant droit à des dommages-intérêts, en insolites et vexatoires. La résiliation insolite est celle qui n'observe pas les délais d'usage, la résiliation vexatoire, celle qui viole les conditions expresses ou tacites de l'engagement.

pièce de congé, n'est pas contraire à la liberté du travail et est obligatoire (1).

En dehors de ces hypothèses où la résiliation brusque du contrat est contraire, soit aux conditions expresses ou tacites de l'engagement, soit à l'usage, peut-il y avoir lieu à dommages-intérêts ? A cet égard, il y a désaccord entre la jurisprudence des Cours d'appel et celle de la Cour de cassation.

JURISPRUDENCE DES COURS D'APPEL.

Les Cours d'appel avaient admis une troisième source de dommages-intérêts : Le congé non motivé donné de mauvaise foi et à contre-temps. Les commis, les employés de commerce et notamment les agents des chemins de fer bénéficiaient de cette jurisprudence. Leur position est plus stable, mieux rétribuée que celle des artisans, des manouvriers. Un brusque renvoi leur cause un préjudice plus grand. Ils trouvent plus difficilement un emploi similaire. Vers le milieu du siècle les Cours d'appel accordaient aux employés une indemnité à raison des circonstances de la cause. Un

(1) Req. 26 mai 1856 (Aff. Roman) D. 56 I 245.

arrêt de la Cour de Paris du 12 février 1858 (1) dispose « qu'un employé ne peut être renvoyé sans motifs sérieux lorsqu'il avait des droits à la conservation de son emploi, soit à raison des services rendus à l'entreprise; soit à raison des sacrifices que le patron lui avait imposés pour se l'attacher. » Plus tard, elles condamnaient le patron à payer une indemnité à l'employé lorsque ce dernier n'avait pas été prévenu suffisamment à l'avance pour avoir le temps de se pourvoir d'un nouvel emploi. Aux termes d'un arrêt de la Cour impériale de Lyon, en date du 26 novembre 1867 (2), « si l'avertissement n'a pas été donné assez explicitement et à l'avance pour que l'employé ait pu se procurer un nouvel emploi, » il a droit à une indemnité basée sur le préjudice que lui cause le renvoi.

Cette jurisprudence s'était enfin fixée et avait formulé la théorie suivante. L'auteur de la résiliation est passible de dommages-intérêts, lorsque le congé a été donné sans motifs légitimes, c'est-à-dire sans de justes sujets de plainte de sa part, sans que l'autre partie ait positivement démerité. Un arrêt de la Cour de Chambéry (3) accorde une indemnité à un employé de chemins de fer en se

(1) Paris, 12 février 1858. D. 58 II 215.

(2) Lyon, 26 nov. 1867. Sirey 68 II 223.

(3) 5 février 1872 Aff. Falcoz. Sirey 72 I 132.

fondant uniquement sur « l'absence de motifs légitimes. »

Pour autoriser l'employé congédié, même au cas où la convention et l'usage ont été respectés, à discuter les motifs de son renvoi, certains arrêts se basent sur l'art. 1135 C. C., aux termes duquel la convention oblige à toutes les suites que comportent non seulement l'usage et la loi, mais encore l'équité. Or, l'équité exige qu'un commis ne soit pas brusquement congédié, alors que dans sa conduite et son travail, rien ne justifie une pareille mesure.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION

La Cour de cassation, après quelques hésitations vers le milieu du siècle (1), a constamment répudié

(1) Un arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1859 (D. 59. I 57) semblait avoir posé un principe contraire. Il s'agissait d'un chef de chant entré à l'Opéra à la fin de 1849. En juin 1854 l'administration de l'Opéra passa dans les attributions de la liste civile; le 30 janvier 1856 l'artiste reçut du nouveau directeur l'avis qu'il était remplacé et qu'il devait cesser ses fonctions le surlendemain 1^{er} février. Il cita le directeur devant les tribunaux, réclamant 5.000 francs de dommages-intérêts, c'est-à-dire une année d'appointements, déclarant qu'en matière d'engagement théâtral, il était d'usage de prévenir les artistes un an à l'avance. La Cour de Paris fit droit à ses prétentions. Sur le pourvoi, la Chambre civile prononça un arrêt de rejet portant que la Cour de Paris n'avait

cette jurisprudence et a cassé, pour violation de l'article 1382 C. C., les décisions des Cours d'appel qui accordaient une indemnité à l'employé congédié, en se fondant sur ce que le renvoi n'avait pas été déterminé par des motifs suffisants.

La Cour suprême déclare que nul n'est en faute et passible de dommages-intérêts s'il n'a fait qu'user de son droit, et qu'il est de principe que le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la libre volonté de l'un des contractants, en observant toutefois les délais de congé, ainsi que les autres conditions expresses ou tacites de l'engagement.

Un arrêt de la Chambre civile du 5 février 1872, (1) casse une décision de la Cour de Chambéry du 17 juillet 1869 qui, sans constater de la part de l'auteur de la rupture aucune infraction à l'usage, ou aux conditions expresses ou tacites du contrat, ni AUCUNE FAUTE, le condamnait néanmoins à payer

violé aucune règle, et qu'il était d'usage en matière d'engagement théâtral que l'artiste, « brusquement congédié, avait droit à une indemnité représentant une année d'appointements. »

Mais la Cour suprême ajoutait, et elle semblait rendre un arrêt de principe :

« Il dépend de la volonté de l'une ou de l'autre des parties de faire cesser le louage de services sans détermination de durée, mais si la loi ne détermine aucun délai à observer, la renonciation ne peut être faite à contre-temps et d'une manière préjudiciable aux intérêts de l'autre partie. »

(1) Civ. 5 février 1872. Sirey 72 I 132.

des dommages-intérêts, se fondant uniquement sur l'absence de motifs légitimes de congé et sur ce que l'employé révoqué n'avait pas positivement démérité.

Un arrêt de la Chambre civile du 17 mai 1887 (1) casse un arrêt de la Cour de Rennes, allouant une indemnité « sans signaler l'existence d'aucun usage, et sans relever contre l'auteur de la résiliation AUCUNE FAUTE qui fût de nature à le rendre passible de dommages-intérêts à raison du préjudice causé par le congé arbitraire, » attendu que le louage de services à durée indéterminée peut toujours cesser par la libre volonté de l'un des contractants à la seule condition d'observer les délais de congé spécifiés, soit par l'usage, soit par les accords exprès ou tacites des parties.

Cette formule de la Cour suprême, reproduite dans tous les arrêts postérieurs (2), refuse à l'employé la faculté de discuter les motifs de son renvoi, et ne lui accorde de dommages-intérêts qu'à la condition de prouver la faute délictuelle du maître ou patron résultant de l'article 1382. C. C.

M. Thaller (1) a résumé cette jurisprudence en

(1) Civ. 17 mai 1887. Sirey 1887 I p. 378.

(2) Cass. Civ. 28 avril 1874 (Aff. Michotey). D. 74 I 304. — 10 mai 1875 (Aff. Ronet). D. 75 I 198. — 10 mai 1876 (Aff. Mauquat). D. 76 I 424. — 4 août 1879 (Aff. Bornens). D. 80 I 272. — Req. 2 mai 1881 (Aff. Rouen) D. 82 I 164. — 17 mai 1887 (Aff. Cordier) D. 87 I 440.

(1) Annales de droit commercial, année 1886 p. 113.

termes très nets, en disant qu'elle n'attache la sanction de dommages-intérêts à la résiliation ad nutum que « en présence d'usages contraires » ou « si les conditions, au moins tacites, du contrat, s'opposaient à une rupture sans indemnité » ou « si la FAUTE du patron résultait de certaines circonstances ».

CHAPITRE II

HISTORIQUE DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890

SECTION I

Situation des agents des compagnies de chemins de fer.

La situation des employés de chemins de fer méritait tout spécialement une réglementation nouvelle. Aussi depuis de longues années le Parlement avait-il été saisi de propositions de loi relatives à ces agents. On y invoquait les considérations suivantes.

L'employé, qui après avoir passé les examens réglementaires, s'attache à une compagnie, ne contracte pas pour un jour. S'il ne stipule aucun laps de temps, il est cependant certain que, dans son intention comme dans celle de la compagnie, le louage de services est fait à longue portée. L'agent promet un travail régulier, il s'expose à des fatigues

et à des dangers multiples. Il accepte le joug d'une discipline rigoureuse, mais il cherche en retour la sécurité d'un emploi durable et l'espérance d'une retraite pour sa vieillesse. Les retenues opérées sur ses salaires et les versements effectués à la caisse des retraites donnent à la convention un caractère de longue durée, qui paraît incompatible avec la fragilité de ce contrat.

La jurisprudence de la Cour de cassation était cependant impitoyable à l'égard de ces employés, accordant aux compagnies le droit de les congédier brusquement et sans motifs, même lorsqu'ils étaient à la veille d'obtenir une pension de retraite, leur faisant perdre ainsi les prélèvements qu'ils avaient subis sur leurs appointements.

La Cour suprême leur appliquait le droit commun, bien que le contraire ait été prétendu à la Chambre des Députés. M. Delattre, rapporteur de la commission, a dit : (1) « Nous ne venons pas demander d'établir à leur profit un régime exceptionnel. Nous venons au contraire les faire rentrer dans le droit commun des bénéfices, duquel la jurisprudence de la Cour de cassation les a exclus.

Les compagnies s'étaient arrogé un droit inconnu par suite d'une jurisprudence toute nouvelle de la Cour de cassation et contraire à la propre jurispru-

(1). Chambre, séance du 20 décembre 1888.

dence de cette Cour. A partir de 1872 les employés se trouvent hors le droit commun. »

Le principe de la liberté réciproque des parties, proclamé par la Cour suprême, était particulièrement rigoureux à leur égard, aggravé par cette circonstance que les compagnies s'étaient bien gardé de laisser s'établir des usages, et qu'il n'existait aucun délai à observer.

RÉCLAMATION DES AGENTS DE CHEMINS DE FER

Les agents des voies ferrées avaient envoyé aux pouvoirs publics des réclamations pressantes. Ils résumaient ainsi leurs doléances. Leur situation était précaire et particulièrement défavorable en cas de congédiement. Révoqués par une compagnie, les agents ne pouvaient pas trouver un emploi similaire dans les autres compagnies, qui refusaient de les embaucher, et il leur était difficile à un âge avancé de commencer une nouvelle carrière.

La menace perpétuelle de révocation qui planait sur leur tête, les mettait, disaient-ils, à la discrétion des compagnies, dans l'obligation d'exécuter des travaux au-dessus des forces humaines et d'obéir à des ordres dangereux, compromettant la sécurité publique.

Un mécanicien hésite à partir avec un train dont la charge est excessive pour sa machine, en sorte qu'il court le risque de rester en détresse et de provoquer ainsi les plus graves accidents. S'il refuse de partir, c'est la révocation, il part donc. Cependant on lui inflige une amende pour chaque minute de retard dans la marche de son train; une autre pour chaque wagon qu'il laisse dans une gare intermédiaire, afin d'alléger le train trop chargé qu'il doit remorquer. Que fait-il alors? Dans les descentes il lance son train avec une rapidité vertigineuse, au risque d'un déraillement; aux montées il cale les soupapes de sa chaudière au risque d'être tué si elle éclate ou d'être révoqué si l'on s'aperçoit qu'il a eu recours à ce dangereux moyen d'augmenter la force de traction de sa machine.

Les règlements des compagnies que les employés ont acceptés contiennent toute une série de pénalités (amendes, descentes de classe, mises à pied, révocations) qui forment un véritable code pénal spécial. Ceux-ci se plaignaient amèrement de la rigueur de ces pénalités et souvent de leur injustice.

Ils prétendaient même, peut-être avec quelque exagération, que la vie de leur famille, leur fortune et même leur honneur dépendaient du caprice des compagnies.

Sans sécurité du présent et de l'avenir, ils s'acquittaient avec négligence de la besogne qui leur

était confiée. De là un danger pour la sûreté publique. Comme l'intérêt général était en jeu, le législateur ne devait pas hésiter à intervenir.

SECTION II

Système d'une loi spéciale aux agents des compagnies de chemins de fer.

Il avait semblé à la Chambre des Députés qu'il y avait lieu de réglementer en faveur de ces employés le contrat de travail, car ils se trouvent dans des conditions exceptionnelles et ne peuvent être assimilés aux ouvriers de l'industrie privée.

On songe avec raison à leur refuser le droit de grève qui est considéré comme un corollaire de la liberté du travail.

M. Tolain leur contestait déjà ce droit en 1872 : Je le dis bien haut, non seulement les ouvriers chauffeurs ou mécaniciens du réseau français ont eu grand' raison de ne pas se mettre en grève, mais je crois qu'ils n'en avaient pas le droit. Les ouvriers employés à un grand service public n'ont pas le

droit de se mettre en grève, je crois que ce droit leur doit être absolument refusé.

La législation existante permet en effet de réprimer toute suspension concertée de services sur les voies ferrées en temps de guerre. En vertu de l'article 51 de la loi sur le recrutement de l'armée de 1889 les employés de chemins de fer sont soumis à des règlements militaires qui leur sont spéciaux. En temps de guerre ils ne sont pas requis pour la mobilisation, mais ils restent à leur poste pour y continuer les travaux ordinaires, passent sous la main du Ministre de la guerre et deviennent justiciables du Code militaire. De même que sous les armes, au régiment, il ne saurait être parlé de grève, de même elle doit être interdite aux ouvriers des lignes ferrées qui accomplissent un service militarisé.

Mais en temps de paix l'arrêt général du service des transports ne peut être prohibé. Il offre cependant de sérieux dangers pour la sécurité publique, pour le commerce et l'industrie nationales et au point de vue purement militaire. La nécessité de mobiliser l'armée ou d'exécuter des transports de troupes importants pourrait se produire pendant une période de grève. La guerre pourrait être imminente.

C'est sous l'empire de ces préoccupations que le Sénat dans sa séance du 14 février 1896 vient

d'adopter la proposition de M. Merlin, interdisant les coalitions des employés de chemins de fer (1) laquelle était ainsi conçue :

Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. ou de l'une de ces deux peines seulement, toute coalition de la part des employés et ouvriers des établissements de la guerre et de la marine, et des agents des compagnies de chemins de fer et des chemins de fer de l'Etat, en ce compris les agents non classés, employés à titre permanent, pour faire cesser, suspendre ou empêcher le travail, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution.

Les chefs ou meneurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

Toute provocation publique à commettre le délit ci-dessus spécifié sera poursuivie devant les tribunaux correctionnels et punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 fr. à 3.000 fr.

Le ministre de la guerre constesta l'utilité de cette proposition, déclarant que le Gouvernement était suffisamment armé par les articles 430, 431 et 433

(1) Le syndicat, dans une réunion tenue le 3 mars 1896 au Tivoli-Wauxhall, a protesté contre la loi et contre le Sénat. Il a revendiqué énergiquement le droit de grève et voté l'ordre du jour invitant la Chambre à conserver, sans restrictions et sans réserves, le droit de grève pour tous les travailleurs.

du Code Pénal. Croyez-vous, a dit M. Cavaignac, que les compagnies de chemins de fer ne soient pas des entrepreneurs du ministère de la guerre et que ces articles ne soient pas applicables et aux Compagnies et à leurs agents.

Les auteurs de la proposition faisaient justice de cette interprétation et montraient que les articles en question ne visent que les fournisseurs des armées de terre et de mer, caractère qui n'appartient pas d'une manière permanente aux compagnies de chemins de fer.

On a même été jusqu'à qualifier ces employés de fonctionnaires. Si je me sers du mot de fonctionnaire, a dit M. Tolain (1) dans la séance du Sénat du 21 juillet 1890, c'est que ces agents me paraissent être, sinon des fonctionnaires directs de l'Etat, du moins avoir dans beaucoup de circonstances un caractère qui se rapproche beaucoup de celui de fonctionnaires ; voilà pourquoi je me suis permis d'employer cette expression.

L'ingérence de l'Etat dans le contrat de louage en matière de chemins de fer, est d'autant plus légitime qu'il s'agit d'un véritable monopole, que les compagnies sont fermières des lignes ferrées qui doivent faire retour à l'Etat et qu'elles sont subventionnées sous forme de garantie d'intérêt.

(1) Sénat, 21 juillet 1890, p. 853 col. 2.

Les compagnies ne sont pas des sociétés industrielles ou commerciales indépendantes. Elles ont pour origine une concession faite par l'Etat et sont régies par des cahiers des charges qui les soumettent au contrôle et à la surveillance du Gouvernement. Aux termes de l'ordonnance organique de 1846 le Ministre des Travaux publics doit approuver leurs règlements relatifs au service et à l'exploitation.

L'Etat a un droit d'ingérence dans le trafic puisque les compagnies ne peuvent, sans son autorisation, percevoir un centime de taxe.

Il a un droit d'ingérence dans la comptabilité puisqu'elles doivent laisser à tout moment vérifier leurs livres par les fonctionnaires du contrôle.

Il a même un droit d'ingérence au point de vue du personnel. L'ordonnance de 1846 exige des agents certaines conditions d'aptitude. Le décret du 27 mars 1852 confère au Ministre des Travaux publics le droit de requérir la destitution d'un employé (1). Ce droit est très légitime puisque l'Etat l'exerce dans l'intérêt de la sécurité publique. On ne

(1) Le décret — loi du 27 mars 1852 dit : Le personnel actif employé aujourd'hui par les diverses compagnies de chemins de fer et celui qui sera ultérieurement employé par les compagnies qui viendront à se fonder, est soumis à la surveillance de l'Administration publique. — L'Administration aura le droit, les compagnies entendues, de requérir la destitution d'un agent de ces compagnies.

aurait donc lui contester, puisqu'il l'exercerait dans le même intérêt, le droit de réglementer le contrat passé entre les compagnies et leurs agents.

SECTION III

Objections formulées à l'encontre d'une loi spéciale aux agents de chemins de fer.

Le principe d'une loi spéciale a été vivement combattu dans les deux Chambres et surtout au Sénat. Pourquoi légiférer, a-t-on dit, en faveur d'une catégorie déterminée de travailleurs.

La situation des agents vis à vis des compagnies est analogue à celle d'un ouvrier qui offre ses services à une société privée, indépendante de l'Etat.

Pour que le droit commun en matière de louage de services cessât d'être applicable, il faudrait démontrer que l'intérêt public, la sécurité et la continuité de l'exploitation, nécessitent une dérogation aux règles ordinaires du louage.

Les partisans d'une loi spéciale voulaient soustraire les agents aux abus d'autorité des compagnies, mais il s'en produit dans toutes les industries. Au reste, les plaintes des intéressés sont exagérées et les compagnies ne se jouent pas de la vie et de l'hon-

neur de leurs employés. Elles s'efforcent au contraire de s'attacher les bons agents et de les retenir en leur accordant des avantages multiples. Les emplois qu'elles offrent sont très recherchés. Les titulaires ne sont donc pas victimes du caprice et du bon plaisir de leurs chefs. La loi que l'on proposait n'aurait servi qu'à favoriser les agents médiocres ou mauvais.

Si les liens de subordination étaient affaiblis, si les compagnies n'avaient plus le droit de renvoyer les agents douteux ou insuffisants, si les ordres des chefs pouvaient être à chaque instant discutés, les négligences et les accidents se multiplieraient et, sous prétexte de réforme, on aurait porté la plus grave atteinte à la bonne organisation des services et à la sécurité des transports.

On proposait en effet de substituer l'Etat à la Compagnie en lui permettant, non seulement de déterminer les peines disciplinaires qui pourraient être infligées, mais encore les cas dans lesquels la révocation pourrait avoir lieu.

Le législateur édicterait pour chaque faute, pour chaque manquement aux règlements, une peine particulière et ferait en quelque sorte un Code Pénal relatif aux employés des chemins de fer. Un tel Code Pénal serait impossible à rédiger, et se retournerait contre ceux qu'on entendait favoriser. Il serait

forcément incomplet, car comment prévoir toutes les fautes, tous les manquements aux règlements qui pourraient être commis et, étant de droit strict, il ne pourrait pas être étendu à des espèces nouvelles ou non prévues. Les administrations des transports au contraire, qui n'ont que des règlements intérieurs, peuvent se mouvoir librement. Elles peuvent tenir compte de mille circonstances, des antécédents de l'homme, de sa conduite habituelle, par suite adoucir la punition ou même n'en infliger aucune aux bons ouvriers, qui seraient impitoyablement frappés avec un code pénal obligatoire.

Si les peines disciplinaires et surtout la révocation (1) cessaient d'être à la disposition de ces sociétés, si les travailleurs avaient le droit de discuter devant les tribunaux la gravité de leurs fautes et les motifs de leur renvoi, s'ils avaient le moyen de se

(1) Le Ministre des Travaux publics, M. Varroy, dans la séance de la Chambre du 28 juin 1882, cite l'exemple suivant, qui est assez probant.

Supposez un chef de gare qui a cinq, vingt ou trente agents et plus sous ses ordres. En circulant dans la gare il trouve un agent en faute et il propose de lui infliger une amende. L'agent conteste la réalité du fait qui lui est reproché ou prétend que la faute est trop légère pour mériter une telle punition. Alors que fait-il ? Il actionne le chef devant le tribunal. L'amende est diminuée ou levée par le juge et l'agent, rentrant dans la gare en face de son chef à l'encontre duquel il a contesté devant le tribunal l'opportunité des ordres donnés et la légitimité de la punition, je vous demande quelle sera la situation réciproque de ces deux hommes, dont l'un est le chef de l'autre.

faire réintégrer, c'en serait fini de la discipline et de la hiérarchie. La sécurité et la continuité de l'exploitation seraient gravement compromises, car en matière de chemins de fer, les chefs doivent obtenir de leurs subordonnés une obéissance entière, « militaire », et être sûrs que les ordres qu'ils donnent ne soient pas transgressés.

L'Etat, en s'ingérant dans ces matières, méconnaîtrait les conventions qu'il a passées avec les compagnies, conventions qui ont laissé à ces dernières, avec la responsabilité, le libre choix et la libre disposition de leur personnel.

Ces sociétés ont reçu la mission, sous les conditions formulées par le cahier des charges, d'exploiter les lignes qui leur ont été concédées. Elles sont à cet effet investies d'un véritable monopole; mais ce monopole, créé en vue de l'intérêt public, ne leur impose aucune obligation en dehors de ce qui est prévu par le contrat de concession.

Pour l'exécution des clauses de ce contrat, les compagnies ont une réelle indépendance et l'autorité gouvernementale ne peut intervenir que dans des cas limités et bien définis. L'organisation des services au point de vue industriel et commercial est laissée à la libre décision des concessionnaires et l'Etat outrepasserait ses droits s'il voulait user d'un pouvoir que les cahiers des charges ne lui ont pas réservé.

L'ordonnance du 15 novembre 1846, rendue en exécution de la loi de 1842, et portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, est très explicite au sujet des droits de l'Etat.

Voici les deux articles dans lesquels on a cru trouver une réserve concernant le personnel :

ART. 60. — « Les Compagnies devront soumettre à l'approbation du Ministre des Travaux publics leurs règlements relatifs au service et à l'exploitation des chemins de fer. »

ART. 74. — « Nul ne pourra être employé en qualité de mécanicien conducteur de train, s'il ne produit des certificats de capacité délivrés dans les formes qui seront déterminées par le Ministre des Travaux publics. »

Ce sont ces articles que l'on a invoqués, ainsi que le décret du 27 mars 1852, pour soutenir que l'Etat s'était réservé le droit d'exercer une action directe sur le personnel de l'exploitation.

Or l'art. 74 exige seulement des mécaniciens conducteurs de trains la justification de certaines conditions de capacité. On a demandé pour ces derniers ce qui a été jugé nécessaire pour les mécaniciens placés à bord des bateaux à vapeur.

Quant au décret-loi de 1852 qui donne à l'Admi-

nistration le droit de révoquer un agent, c'est une mesure de haute police, dont on force certainement la portée en la considérant comme susceptible d'une application courante et usuelle.

Le raisonnement suivant n'est-il pas un sophisme. Le droit de punir impliquant en bonne justice le droit de protéger, les pouvoirs publics doivent intervenir pour garantir la possession de leur emploi aux agents qui n'ont pas démérité.

Les décrets rendus, les circulaires ministérielles publiées depuis cette époque n'ont jamais contesté aux compagnies le libre choix et la libre disposition de leur personnel.

L'Etat n'a pas le droit d'intervenir en vertu du cahier des charges pour déterminer les conditions essentielles du louage en matière de chemins de fer. Si on déroge au droit commun vis-à-vis de ces travailleurs, il faudrait, pour être logique, agir de même vis-à-vis des employés de la Banque de France, du Crédit Foncier, des Mines, du Gaz, des tramways, qui sont des monopoles, et décider que ces agents ne pourront plus être renvoyés sans motifs légitimes.

La proposition de loi qui vous est soumise, a-t-on dit à la Chambre, répond incontestablement à des sentiments généreux, mais elle fait abstraction des règles, auxquelles le législateur doit rester invariablement fidèle, sous peine de voir son œuvre abou-

tir au désordre et à la confusion. Elle sacrifie au désir de donner satisfaction à une classe particulière de citoyens, le principe d'unité de législation et d'égalité devant la loi que nous ont légué nos pères de 1789 et que nous avons le désir de respecter.

La résistance de la Chambre fut longue, mais elle finit par céder et par voter un texte général, complétant l'art. 1780 C. C. Un seul article visant les caisses de retraites est applicable aux compagnies de chemins de fer.

Il est intéressant d'étudier les différentes étapes de ces laborieuses discussions, les vicissitudes par lesquelles a passé l'idée première et de voir comment les considérations d'ordre général ont fini par l'emporter.

SECTION IV

Origine de la loi du 27 décembre 1890.

L'origine de cette loi remonte à 1871. C'est le 22 février de cette année qu'un certain nombre de mécaniciens et de chauffeurs des chemins de fer adressèrent au Ministre des Travaux publics une pétition dans laquelle ils élevaient des réclamations

relatives à leurs salaires, aux indemnités de déplacement, à la durée du travail, aux règlements disciplinaires, à l'emploi des auxiliaires, à la vitesse et aux charges des machines. Ils demandaient en un mot aux pouvoirs publics de substituer leurs décisions à celles des compagnies.

Cette pétition fut suivie d'une adresse à l'Assemblée nationale et d'une lettre au Ministre de l'Intérieur, datée du 12 septembre 1871, dans laquelle les mécaniciens et les chauffeurs se plaignaient des abus et des rigueurs dont ils étaient, disaient-ils, les victimes trop fréquentes. Ils réclamaient en outre l'autorisation de fonder des sociétés de secours mutuels.

Ces pétitions ne reçurent aucune suite, mais plusieurs membres du Parlement, émus de ces réclamations qui, pour la plupart, leur avaient semblé légitimes, présentèrent des propositions de loi spéciales.

PROPOSITION DE MM. DE JANZÉ ET RAOUL DUVAL

Le 9 février 1872, M. M. de Janzé et Raoul Duval saisirent l'Assemblée Nationale d'une proposition qui avait pour but l'établissement à Paris d'une 5^e section du Conseil des prud'hommes ; cette section devait avoir pour mission de statuer sur les

différends qui pourraient s'élever entre les compagnies de chemins de fer et non seulement les mécaniciens, mais tous les ouvriers employés par elles.

L'Assemblée Nationale estima que cette proposition portait atteinte à l'ordre des juridictions et repoussa la prise en considération à une forte majorité.

PROPOSITION DE MM. CAZOT ET MILLAUD

Un peu plus de deux ans après, le 3 août 1874, M. Cazot et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition, qui ne visait plus cette fois que les mécaniciens et les chauffeurs et qui tendait à subordonner les congés dont ils pouvaient être frappés à des causes déterminées d'avance par un règlement d'administration publique.

Les auteurs de la proposition insistaient, dans l'exposé des motifs, sur l'insuffisance du droit commun à régler la situation particulière des mécaniciens et des chauffeurs et sur les différences qui séparaient, à leurs yeux, le contrat passé entre ces employés et leurs compagnies, du louage ordinaire de services prévu par le Code Civil.

Le projet était ainsi libellé :

ARTICLE PREMIER. A partir de la promulgation de la présente loi, les mécaniciens et chauffeurs

au service des compagnies de chemins de fer ne pourront être congédiés par elles qu'en vertu d'une cause déterminée.

ART. 2. Dans les trois mois à partir de ladite promulgation les causes du congé seront déterminées par un règlement d'Administration publique, les parties intéressées entendues.

ART. 3. Les contestations entre les Compagnies et les mécaniciens et chauffeurs, seront jugées par la section des métaux du conseil des prud'hommes du dépôt auquel appartient le mécanicien ou le chauffeur.

Dans le cas où le conseil des prud'hommes compétent n'aurait pas de section des métaux, il en sera créé une par un décret rendu dans le délai fixé par l'article 2.

ART. 4. A défaut de ce conseil des prud'hommes dans un dépôt, la contestation sera portée devant le conseil des prud'hommes du dépôt le plus voisin.

L'Assemblée nationale se sépara avant d'avoir eu le temps d'examiner au fond cette proposition qui avait reçu toutefois un accueil favorable de la commission d'initiative.

PROPOSITION DE M. GERMAIN CASSE.

L'idée qui l'avait dictée fut reprise au mois de mars 1876 par M. Germain Casse. La commission d'initiative conclut à la prise en considération, mais de graves réserves furent formulées par son rapporteur M. Andrieux. Est-il possible, disait-il, sans compromettre l'intérêt supérieur de la sécurité publique, de décider que les compagnies cesseront d'être maîtresses de choisir et de renvoyer leurs agents. Il faisait remarquer qu'il était impossible de déterminer par un règlement d'administration publique les causes de congé. Ou elles seront indiquées d'une manière spéciale, mais elles sont trop nombreuses pour qu'on puisse en donner une énumération complète, ou elles seront indiquées en termes généraux, et les compagnies auront le même arbitraire qu'avant.

La Chambre des Députés renvoya la question à une commission spéciale, dont les travaux furent arrêtés par la dissolution de 1877.

NOUVELLE PROPOSITION DE M. GERMAIN CASSE.

Le 29 janvier 1878 ce député reprend la proposition et l'étend à tous les agents commissionnés

des chemins de fer. Elle est ainsi libellée dans ses passages essentiels:

ART. 1. A partir de la promulgation de la présente loi, les agents commissionnés au service des compagnies des chemins de fer ne pourront être congédiés sans indemnité qu'en vertu de motifs applicables par les juges compétents.

ART. 2. Dans les trois mois à partir de ladite promulgation, les causes de congé seront déterminées par un règlement d'administration publique, les parties intéressées entendues.

Nonobstant toute disposition contraire des règlements, les sommes retenues aux agents commissionnés en vue d'une pension de retraite, seront restituées avec les intérêts à ces agents ou à leurs héritiers, en cas de démission, de révocation ou de décès.

Les agents commissionnés à qui le bénéfice de la loi était étendu, comprennent certaines catégories d'employés, qui varient avec les diverses compagnies. Les agents commissionnés font partie des cadres et ont un droit à l'avancement. Ils représentent en général le personnel stable et technique, et se distinguent des ouvriers, des manœuvres qu'emploient les Compagnies.

Cette proposition fut renvoyée à une Commission spéciale, qui se trouva en même temps saisie le 15

janvier 1880, d'une nouvelle proposition de M. de Janzé, très vaste et très compliquée. La commission s'inspira de l'une et de l'autre pour rédiger un texte définitif et nomma M. Margue rapporteur.

RAPPORT DE M. MARGUE.

Ce texte portait que le contrat passé entre les compagnies et leurs agents ne pouvait être annulé que par le consentement mutuel des parties ou par l'autorité d'arbitres spéciaux, pour motifs légitimes. L'agent congédié sans motifs a droit à une indemnité. Un règlement d'administration publique devait déterminer les causes de la révocation et de la descente de classe. Les statuts des caisses de retraite devaient être soumis à l'homologation ministérielle.

M. Margue avait fait une critique très juste aux propositions précédentes relative à la juridiction du conseil des prud'hommes. Parmi les agents commissionnés, en dehors des mécaniciens et chauffeurs, il n'y a pas un seul ouvrier et quand la première condition, pour être justiciable des conseils de prud'hommes, est d'être ouvrier, on se demande comment un ingénieur, un concierge, un chef de division, un garçon de bureau, un contrôleur, etc., feraient juger par ces conseils les contestations

qu'ils peuvent avoir avec une compagnie de chemins de fer.

A la juridiction des prud'hommes, M. Margue substitua un tribunal arbitral composé d'un juge de paix et deux arbitres-juges nommés par chacune des parties (1).

La procédure devant cette juridiction avait été simplifiée le plus possible. Les parties étaient convoquées par simple lettre d'avis : « Elles remettront (art. 11) leurs pièces et mémoires au tribunal sans aucune formalité de justice. Elles pourront se faire assister d'un conseil. » Le débat s'engagea devant la Chambre le 24 février 1881. Des objections diverses s'élevèrent contre le projet. M. Trarieux avait présenté un contre-projet, tendant à généraliser la réforme, à l'étendre à tous les ouvriers. Il proposait d'ajouter à l'art. 1780 du Code Civil la disposition suivante : « Lorsque le contrat de louage n'aura pas été formé pour un temps ou une entreprise déterminés, les parties pourront se dégager de leurs obligations en se donnant congé suivant les

(1) Mieux valait, a dit le rapporteur, recourir à la création de toutes pièces d'une juridiction nouvelle, qui ne fût ni moins rapide, ni moins économique que celle des prud'hommes, et qui joignît à ces premiers avantages, d'indiscutables garanties de compétence et d'indépendance. Telle nous est apparue cette juridiction à la formation de laquelle concourraient l'élément technique représenté par des arbitres-juges au choix des parties et l'élément juridique représenté par un magistrat de l'ordre judiciaire.

usages établis, et, s'il n'existe pas d'usages, en observant un délai au moins égal à la durée d'un terme de paiement des salaires stipulés, sans que ce délai puisse être moindre de trois mois. .

En ce cas, la partie qui aura repris sa liberté sans motif légitime devra rendre compte à l'autre de tout ce qu'elle aura pu recevoir d'elle en vue d'une plus longue exécution du contrat, sans qu'il puisse être opposé de stipulation contraire. »

Ce texte général, qui faisait droit aux revendications les plus légitimes des ouvriers, sans porter atteinte à la liberté du louage de travail, établie en 1804, fut cependant repoussé à égalité de voix : 198 contre 198. Quant au texte de la commission, il fut écarté à son tour. Tout était encore à recommencer.

1° PROPOSITION DE MM. RAYNAL ET WALDECK-ROUSSEAU. — 2° PROPOSITION DE MM. DELATTRE ET DE JANZÉ.

Ces deux propositions, qui datent de l'année 1882, sont l'embryon de la loi du 27 décembre 1890.

Elles furent renvoyées à une commission unique qui adopta dans ses grandes lignes le rapport de M. Margue, que nous avons étudié précédemment, et conclut à la création d'un tribunal arbitral.

La Chambre l'adopta en première délibération le

27 juin 1882, mais repoussa le principe de la juridiction spéciale sur les observations de MM. de Sonnier et Bovier-Lapierre. A quoi bon, ont-ils dit, bouleverser toutes les lois de la procédure ordinaire, et créer de 2 à 3000 tribunaux, alors que ceux qui existent seraient très compétents pour juger les contestations dont il s'agit.

Leurs adversaires leur ont fait remarquer que le projet ne créait pas de juridictions nouvelles, mais étendait seulement les pouvoirs du juge de paix.

L'Art. 5 de la loi de 1838 donne à ce magistrat une compétence très grande. Il eût suffi de renforcer cet article et de le rendre applicable aux employés de chemins de fer.

Les juges de paix, dit l'art. 5, connaissent également sans appel jusqu'à la valeur de 100 fr. et à charge d'appel à quelque valeur que la somme puisse s'élever : des contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail ou gens au mois ou à l'année et de ceux qui les emploient, des maîtres et de leurs domestiques ou apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs à la juridiction des prud'hommes.

L'extension de cet article aux employés de chemins de fer serait très grave. Il s'agit en effet dans l'article 5 de litiges peu importants, faciles à juger, contestations relatives aux gages d'un domestique ou au salaire d'un manouvrier, tandis que le

procès entre une compagnie et un chef de gare ou un ingénieur peut rouler sur des sommes très importantes et engager de graves responsabilités. Il peut même être très complexe et soulever des difficultés juridiques très grandes.

Le juge de paix, répliquaient les partisans d'une juridiction exceptionnelle, assisté de deux arbitres ayant des connaissances spéciales, sera très éclairé. La compagnie choisira un homme très instruit, les ouvriers désigneront le plus intelligent et le plus expérimenté d'entre eux. Ces arbitres seront des conseils fort utiles au juge de paix sur les questions techniques, qu'un pareil débat soulèvera nécessairement. Mais ils manqueront forcément d'impartialité, car ils pencheront du côté de la partie qu'ils représentent.

Enfin la compétence du juge de paix en matière de chemins de fer nuira aux employés, et ira à l'encontre du but que se sont proposé les auteurs du projet. Ce magistrat est juge unique, tandis que les tribunaux civils et les tribunaux de commerce se composent de trois juges. Etendre la compétence en dernier ressort du juge de paix, c'est supprimer le droit d'appel. « Je serais disposé, a dit M. Bovier-Lapierre, à faire acte d'avocat vis-à-vis des agents de chemins de fer. Je leur dirais : Si vous ne voulez pas être jugés en dernier ressort par le juge de paix, si vous voulez vous ménager la ressource

d'un appel, quelle que soit l'importance de votre litige, chiffrez-le toujours à plus de 1,500 f. »

Devant ce juge unique, facile à circonvenir, la compagnie se fera représenter par un grand avocat, un homme très expert, très habile à soutenir ses intérêts. L'ouvrier au contraire n'aura recours qu'aux avocats de village.

Quant aux avantages réels du projet, l'économie et la célérité de la procédure, on peut les obtenir avec les juridictions existantes, en décidant que les contestations seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence. C'est cette dernière solution que la Chambre adopta en deuxième délibération, le 22 déc. 1882.

Elle repoussa un amendement de M. Goblet, destiné à généraliser le projet et à en étendre le bénéfice à tous les ouvriers ayant droit à une pension de retraite, alimentée par des retenues opérées sur leurs salaires.

L'amendement était ainsi formulé :

« Lorsque le louage de services a lieu pour un temps indéterminé, et à la condition que des retenues seront opérées sur les salaires pour la constitution de caisses de retraites et de secours mutuels, le contrat ne peut être résilié sans motifs légitimes que moyennant la réparation du préjudice causé. »

M. Steeg s'inspira de cette idée, mais la res-

treignit aux ouvriers employés par les compagnies de chemins de fer :

Seront assimilés aux agents commissionnés tous employés et ouvriers de chemins de fer qui participent aux caisses de retraites et de secours.

Ce qui crée un lien véritable entre la compagnie et ses agents, ce n'est pas la commission, qui n'est pas un titre, mais la pension de retraite que la Compagnie promet à l'employé au bout d'un certain temps de service, et que celui-ci alimente en partie par des retenues opérées sur les salaires. Le louage de services, conclu dans ces conditions, est un contrat de longue durée, qui ne peut être rompu sans une légitime indemnité.

La proposition, ainsi modifiée par M. Steeg, assimilant aux agents commissionnés les ouvriers des lignes ferrées qui participaient aux caisses de retraites, fut votée dans son ensemble et transmise au Sénat.

TRANSMISSION DE LA PROPOSITION AU SÉNAT.

ADOPTION D'UN TEXTE NOUVEAU.

La commission nommée par cette assemblée reprit le travail par le menu, se livra à une enquête consciencieuse, interrogea les représentants des grandes compagnies, les délégués des agents, toutes les personnes qui exprimèrent le désir de déposer

devant elle et prit finalement le parti de s'arrêter à un texte général, modifiant l'art. 1780 du Code Civil. M. Cuvinot, nommé rapporteur, rédigea un travail très remarquable dans lequel il s'attacha à justifier cette généralisation, qu'à deux reprises la Chambre elle-même avait été sur le point d'accepter.

Le texte que cette commission elabora est devenu, sauf de très légères modifications, la loi du 27 décembre 1890. La rédaction de la commission du Sénat nous intéresse donc tout particulièrement, car elle contient les sources mêmes de la loi.

M. Cuvinot, dans le rapport qu'il présenta au Sénat (1), affirma le principe de la liberté du louage de services. (2) « La liberté des contractants pouvant s'exercer à tout instant, dans des conditions égales pour les deux parties, est beaucoup plus conforme à la justice et plus favorable à tous les intérêts. » Et plus loin (3) : « Nous vous proposons de consacrer par un texte de loi les décisions de la jurisprudence. Une seule addition a trouvé place dans ce texte, elle est spéciale au cas où le contrat de louage implique l'obligation de participer à une caisse de retraites. »

La discussion commença au Sénat au mois de mai 1887 et fut reprise en novembre. Cette assem-

(1) Sénat, Séance du 25 Juin 1885. Annexe 240.

(2) Sénat p. 75. Séance du 25 juin.

(3) id. p. 77.

blée accepta les bases nouvelles de la résiliation du louage et discuta longuement l'innovation relative aux caisses de retraites.

Voici la teneur du texte sur lequel elle devait se prononcer : Art. 1. Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties contractantes.

Néanmoins la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts. Pour la fixation de l'indemnité à allouer le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés et des conventions légalement formées entre les parties.

En son nom personnel M. Cuvinot proposait d'ajouter :

La rupture du contrat laisse subsister, nonobstant convention contraire, les droits éventuels acquis par l'employé à raison de sa participation à une caisse de retraites, quel que soit d'ailleurs le mode d'alimentation de cette caisse.

Après une discussion très confuse, les propositions de l'amendement furent, sur la demande du Ministre des Travaux publics, renvoyées à la commission le 15 novembre 1887. La commission propose alors d'ajouter à son article un paragraphe ainsi conçu : « Si le contrat de louage implique la participation à une caisse de retraites, la rup-

ture du contrat entraîne de plein droit et à quelque époque que ce soit, la liquidation de la portion de rente acquise à l'employé, soit à raison des versements effectués en premier par le patron. »

La commission avait, on le voit, retranché de l'amendement de M. Cuvinot les mots « nonobstant convention contraire ». Quoique combattu par M. Loubet, Ministre des Travaux publics, ce paragraphe fut voté en première lecture par 133 voix contre 98.

En seconde délibération il fut repoussé sur les observations de M. Poriquet, qui demanda le rejet de la proposition et la nomination d'une commission chargée d'élaborer un projet sur les caisses de retraites.

Le Sénat vota ensuite un art. 2 que la commission avait ajouté à son texte et qui instituait le bénéfice de la procédure sommaire.

Le projet retourna devant la Chambre le 11 avril 1889. Le rapport de M. Poincaré fut adopté sans discussion par cette assemblée. Il revenait au texte primitif, spécial aux employés de chemins de fer et pour le faire aboutir, pour ne pas s'exposer à un échec définitif, il y ajoutait le texte général, voté par le Sénat.

Le Sénat, saisi une seconde fois le 21 Juillet 1890, rejeta encore la partie du projet spéciale aux em-

ployés de chemins de fer. M. Maze avait proposé un contre-projet ainsi conçu :

« La convention, par laquelle les compagnies et administrations de chemins de fer louent les services de leurs agents commissionnés ne peut être résiliée sans motifs légitimes, par la volonté de l'une des parties contractantes, que moyennant la réparation du préjudice causé à l'autre partie. »

Ce texte spécial et le texte général furent comparés par M. Maze. Quelles sont les innovations si considérables, a-t-il dit, que l'on rencontre dans ce texte? Il n'y en a d'autres que l'introduction d'ailleurs importante de ces trois mots « sans motifs légitimes. »

Le louage ordinaire pouvait, à ses yeux, être résilié sans motifs, tandis que le louage de services en matière de chemins de fer ne pouvait l'être qu'avec motifs. M. Léon Renault demanda au Sénat le rejet du contre-projet Maze, inutile d'après lui, puisque le texte général contenait implicitement la nécessité de motifs légitimes.

Après une discussion confuse et pleine de contradictions, le Sénat rejeta le paragraphe additionnel proposé par M. Maze, sans se prononcer nettement sur le sens respectif des deux textes.

Cette assemblée adopta une disposition additionnelle à l'art. 1 ainsi conçue :

« Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au

droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus », et un art. 2 obligeant les Compagnies de chemins de fer à soumettre à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours.

Ces deux articles furent votés définitivement par la Chambre des Députés le 22, et promulgués le 27 décembre 1890.

TEXTE DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890 SUR LE CONTRAT DE LOUAGE ET SUR LES RAPPORTS DES AGENTS DE CHEMINS DE FER AVEC LES COMPAGNIES.

ART. 1. — *L'art. 1780 du Code Civil est complété comme il suit :*

Le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

Néanmoins la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite et en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier

l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.

Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les Cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence.

ART. 2. — *Dans le délai d'une année les compagnies et administrations de chemins de fer devront soumettre à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours.*

CHAPITRE III

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 27 DÉCEMBRE 1890.

SECTION I

Cette loi est le complément de l'art. 1780 C. C.

La loi nouvelle ne modifie point l'esprit de l'art. 1780 du Code Civil; elle ne fait qu'en compléter les dispositions. C'est ce qui ressort de toutes les discussions tant à la Chambre qu'au Sénat et aussi du fait suivant: lors de la deuxième délibération au Sénat, le 25 novembre 1890, M. Cuvinot, rapporteur, a fait observer que, lorsque le projet était revenu de la Chambre, le paragraphe 1^{er} de l'art. 1^{er} avait subi un changement. Au lieu de dire: « l'art. 1780 C. C. est complété comme il suit », on avait mis: « l'art. 1780 est modifié comme il suit », ce qui entraînait la suppression pure et simple de cet article. M. Cuvinot a appelé l'attention du Sénat sur cette erreur. Je dis

erreur, a ajouté cet orateur (1), et voici pourquoi. J'ai consulté à ce sujet M. le rapporteur de la Chambre des Députés, qui m'a bien confirmé l'intention formelle de la commission de maintenir l'art. 1780 et m'a autorisé à déclarer en son nom que le changement, dont je viens de parler, était en effet le résultat d'une erreur, j'ai donc l'honneur de demander au Sénat, au nom de la commission, de vouloir bien opérer la rectification et maintenir à l'art. 1^{er} la rédaction, que nous avons primitivement adoptée, c'est-à-dire : « L'art. 1780 C. C. est complété comme il suit. »

Cet article reste donc entier, et la loi de 1890 n'est en quelque sorte que son commentaire.

SECTION II

Personnes auxquelles s'applique la loi du 27 décembre 1890.

Cette loi est générale. Elle ne vise plus seulement, comme à l'origine, les employés commissionnés des compagnies de chemins de fer, elle comprend tous ceux qui louent leurs services, de quelque nature

(1) Sénat, séance du 25 novembre 1890, p. 10 67.

qu'ils soient, domestiques, ouvriers, employés de commerce, commis, placiers, garçons de café, concierges, agents d'assurances, artistes de théâtre et rédacteurs de journaux. Elle est relative à toutes les variétés du louage.

S'APPLIQUE-T-ELLE AUX PROFESSIONS LIBÉRALES ?

Les membres de ces professions sont-ils des mandataires ou des locateurs ? Ils considéreraient comme humiliante toute assimilation avec les travailleurs manuels. Les économistes, au contraire, voient dans ce contrat un louage de services pur et simple.

Au point de vue du droit il y a trois systèmes à examiner. Le premier système a été imaginé par MM. Aubry et Rau. Le deuxième c'est la théorie classique du mandat. Le troisième se réfère à la doctrine des économistes.

PREMIER SYSTÈME. *Contrat innommé*. MM. Aubry et Rau (1) professent que dans notre espèce, il n'y a ni louage, ni mandat, mais contrat innommé. L'intelligence de l'homme n'est pas dans le commerce. Un médecin, un avocat ne peuvent être contraints civilement à l'exécution de leurs pro-

(1) Aubry et Rau. *Principes de Code civil*, tome IV, § 344 et 371 bis.

messes. Ils ne sont exposés qu'à une action délictuelle fondée sur les articles 1382 et 1383 C. C.

Les actes dépendant d'une profession littéraire, scientifique ou artistique ne sauraient en eux-mêmes, disent MM. Aubry et Rau, former directement l'objet d'un contrat, en ce sens que celui qui les a promis n'est pas civilement contraignable à l'exécution de sa promesse. L'engagement qu'il a pris n'engendre contre lui aucune action contractuelle.

Mais il convient de remarquer qu'au point de vue de son exécution, le prétendu contrat innommé ne diffère pas du louage de travail. Toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts. On ne peut forcer un domestique à rendre un service malgré lui, de même on ne peut pas obliger le maître à subir les services du domestique. Les actes dépendant d'une profession littéraire, scientifique ou artistique sont estimables en argent et peuvent, par suite d'inexécution, donner lieu à une réparation pécuniaire. Celui qui les a promis est donc civilement responsable. Nous repoussons toute idée de contrat innommé.

DEUXIÈME SYSTÈME. *Mandat*. Les professions libérales rentrent dans le mandat, c'est l'ancienne

théorie romaine préconisée par Ulpien (1). Le louage de services était peu connu à Rome qui pratiquait l'esclavage. La théorie romaine a été reprise par Pothier et plus tard par Troplong (2). Celui-ci déclare avec le jurisconsulte Paul, que la seule différence entre le mandat et le louage c'est l'existence d'un prix. Le premier contrat est gratuit. *Mandatum nisi gratuitum*, dit le jurisconsulte romain, *nullum est, nam originem ex officio atque amicitia trahit. Contrarium porro est officio merces*. *Interveniente enim pecunia, res ad locationem et conductionem potius respicit*. L'ouvrier, dit Troplong, reçoit un salaire, l'avocat, le médecin reçoivent des honoraires, or les honoraires sont un cadeau, et non un prix. « Le mandat ne cesse pas d'être gratuit, lorsqu'un honoraire vient récompenser un office inestimable; et de même qu'une donation rémunératoire ne laisse pas d'être une donation, de même un mandat avec rémunération reste toujours un mandat. »

M. Troplong se retranche derrière un argument de texte. Le Code Civil distingue trois espèces de louage : 1° le louage des voituriers; 2° celui des entrepreneurs et 3° celui des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un. Or, les pro-

(1) Loi 6 *Mandati vel contra* XVII Digeste et loi 1 au Code *Mandati vel contra* IV, XXXV.

(2) De l'échange et du louage, par Troplong, tome III, p. 15.

fessions libérales ne rentrent certainement pas dans les deux premières catégories, ni même dans la troisième. Les gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ne comprennent que les manouvriers, les ouvriers proprement dits, terrassiers, laboureurs, vigneron, en un mot tous ceux qui exercent des arts mécaniques ou des professions manuelles. Le Code Civil a donc exclu du chapitre consacré au louage de services, les travaux intellectuels et les professions libérales. Elles rentrent donc dans le mandat.

TROISIÈME SYSTÈME. *Louage*. — Les partisans de ce système, qui nous paraît le meilleur, s'appuient sur Cujas et aussi sur le Code Civil.

La question de savoir si dans l'espèce il y a mandat ou louage était vivement discutée dans l'ancien droit. Cujas s'opposait avec énergie à l'assimilation du mandat et des professions libérales. L'élément essentiel du mandat, d'après cet auteur, n'est pas la gratuité, mais l'idée de représentation. M. Laurent (1) a repris cette théorie et a combattu la distinction très subtile que ses adversaires faisaient entre le salaire et les honoraires. Faisant allusion

(1) Laurent, *Principes de droit civil français*, tome 27, p. 377.

à un passage de Pothier, où il est parlé d'un client qui récompense son avocat en lui donnant le thesaurus de Meerman, cet auteur dit : « Nous ne savons si, du temps de Pothier, il était d'usage d'offrir aux avocats en guise d'honoraires le thesaurus de Meerman ; il est certain que de nos jours on leur donne des billets de banque. Or, si l'on remplace le thesaurus par des billets de banque, les choses changent subitement de face. L'honoraire ressemble à un salaire à ce point qu'il est difficile de les distinguer. »

La véritable différence, suivant nous, entre le mandat et le louage ne consiste pas dans la gratuité, mais dans l'idée que le mandataire agit par procuration. L'article 1984 C. C. définit ce contrat « un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. »

De la nature même du mandat, du rôle qu'il est appelé à jouer et qu'aucun autre contrat ne saurait remplir à sa place, dérivent nécessairement ses limites elles-mêmes. L'acte à accomplir est d'une nature telle que celui qui en est chargé ne pourrait pas le faire sans l'intervention de celui qui le demande. Ce n'est pas un ouvrage qu'il puisse accomplir avec ses forces et ses qualités personnelles. Ceci apparaît très clairement lorsqu'il s'agit de faire des actes juridiques, dans lesquels l'une des parties doit re-

présenter l'autre. Pour que ce phénomène juridique de la représentation d'une personne par une autre puisse se produire, il faut que le mandataire ait reçu un pouvoir de son mandant. Le mandat, a dit M. Planiol (1), est la collation d'un pouvoir, une sorte d'investiture mystique analogue à la collation des ordres religieux. Il donne à la personne qui le reçoit une force spéciale, le moyen d'accomplir certaines choses qui seraient impossibles sans lui.

Nous concluons donc que les professions libérales ne constituent pas un mandat. Peut-on prétendre en effet que le médecin soit le mandataire de son malade ou que le peintre, à qui vous avez confié le soin de reproduire vos traits sur la toile, agisse par procuration ?

La jurisprudence, qui n'admet pas notre théorie, n'a cependant jamais osé adopter franchement le système que nous combattons. Un arrêt de la Cour de Cassation du 21 août 1839 ne se prononce pas sur le caractère du contrat intervenu entre un médecin et son client et déclare seulement que l'art. 1780 C.C. n'est pas applicable aux médecins (2).

(1) Note sous cass. civ. 18 juillet 1892. D. 92. I, 885.

(2) Cass. 21 août 1839. Sirey 1839 I 663.

Le sieur Mojon, médecin, s'était engagé à donner, tant qu'il vivrait, les soins de sa profession à la dame de Feuchères et aux personnes composant sa famille. En retour, la dame de Feuchères s'était engagée, sur ses revenus et ses biens meubles, à

Le Code civil a-t-il volontairement passé sous silence au titre du louage les professions libérales ? L'énumération qu'il donne n'est pas limitative. Le législateur n'a pas fait une classification scientifique des variétés du louage, il n'a envisagé que quelques hypothèses qu'il a voulu étudier spécialement.

Reste une dernière objection, celle de la dignité des professions libérales. Peut-on assimiler l'avocat qui défend le bien ou l'honneur de son client, ou le médecin, qui lui sauve la vie, à un manœuvre qui loue ses bras pour gâcher du mortier. Dans le travail des premiers, il y a l'intelligence et l'expérience acquise par un labeur assidu, tandis que

assurer à perpétuité aux époux Mojon et aux enfants issus de leur union, un revenu de 10.000 fr., que cette dame pouvait éteindre moyennant un capital de 200,000 fr.

Mais au bout de quelques années la dame de Feuchères refusa les services du sieur Mojon et lui fit offrir une indemnité que ce dernier n'accepta pas. Elle invoquait la nullité du contrat, dont la cause était illicite. Le sieur Mojon avait conclu un traité à vie, contraire à l'art. 1780 C. C. La Cour de cassation fit droit aux réclamations du sieur Mojon par les motifs suivants :

Attendu que la convention par laquelle un médecin s'oblige à donner pendant toute sa vie, les soins de son art à une personne et aux gens de sa maison, n'est contraire ni aux bonnes mœurs ni à l'ordre public ; qu'elle n'est prohibée non plus par aucune loi et que l'art. 1780 C. C. duquel on voudrait faire résulter cette prohibition, n'est applicable qu'aux domestiques et aux gens de service, dans la classe desquels on ne peut faire rentrer les médecins.

pour le second il n'y a que la mise en œuvre d'une force purement physique.

Que l'on compare les professions libérales avec les professions manuelles et l'on verra que ce qui distingue les unes des autres, ce n'est pas seulement la nature des services rendus, mais aussi le mobile d'action et les relations qu'elles établissent entre les parties. Le maçon qui fait une construction, l'ébéniste qui fait un meuble ne travaille que pour le gain; le professeur, l'avocat, le médecin travaillent aussi pour la gloire, pour l'humanité, pour la patrie. Quand les premiers ont livré l'ouvrage qui leur avait été commandé et ont reçu leur salaire, tout est fini; il n'en est pas de même des seconds; entre le professeur et son élève, l'avocat et son client, le médecin et le malade auquel il a donné ses soins, il se forme des relations qui survivent au paiement des honoraires et qui constituent une « sorte de parenté. » C'est que les sentiments de l'âme, la sympathie, le dévouement, qui ne jouent aucun rôle dans les professions manuelles, accompagnent toujours l'exercice de ces dernières.

Le poète, l'artiste, dit-on, vendent leurs productions, pourquoi donc le louage ne pourrait-il pas s'appliquer aussi bien que la vente, aux travaux intellectuels? La vente dont il s'agit, répond M. Trolong, n'est pas une vente proprement dite. L'artiste, qui a vendu un tableau, une statue, a

seul néanmoins le droit de reproduire son œuvre et lors même qu'il a cédé le droit de reproduction, il conserve seul le droit de correction. On voit donc que la vente des productions de l'esprit ne ressemble pas à la vente d'une propriété ordinaire. On ne saurait en arguer pour établir que l'artiste qui fournit son travail à autrui moyennant un salaire, loue ses services dans le sens ordinaire et légal des mots.

Ces arguments nous semblent faciles à réfuter, car on voit tous les jours les artistes, les poètes vendre, c'est l'expression usitée, les productions de leur esprit. L'acte juridique, qu'ils accomplissent, présente tous les caractères de la vente. A côté de ce contrat, se place le louage. Au lieu de céder complètement ses droits, l'auteur se borne à promettre à une personne de lui assurer la jouissance de son œuvre. Une situation analogue se présente en matière de propriété industrielle ; nous faisons allusion aux licences que le propriétaire d'un brevet d'invention accordé quelquefois à des tiers.

La distinction entre les arts libéraux et les arts mécaniques n'est pas aussi nette qu'on pourrait le croire au premier abord. Souvent l'esprit joue un plus grand rôle dans la fabrication d'une machine que dans la composition d'un livre ; et le travail de tel mécanicien l'emporte de beaucoup,

comme œuvre de l'intelligence, sur la production de tel artiste.

Ne pourrait-on pas assimiler le médecin ou l'avocat au journaliste? Un grand nombre de ceux-ci sont gens de valeur et les services qu'ils rendent en propageant les idées nouvelles ou certains renseignements ne sont pas récompensés suffisamment par la rémunération qui leur est allouée. Un grand nombre d'arrêts considèrent que le journaliste loue ses services au directeur de son journal. Pourquoi établir une distinction entre personnes de même intelligence et de même culture? Tous louent leurs services, mais ces services sont fort différents. Quant à la question de la rémunération, remarquons que celle-ci, comme tout salaire, est fixée par la loi de l'offre et de la demande. Dans toutes les professions d'ailleurs il n'y a pas toujours proportionnalité entre le service rendu et la rémunération. Pour la fixer, il ne suffit pas d'envisager la condition de l'une des parties, il est nécessaire de s'attacher à celle du co contractant.

Il faut donc rejeter la vieille distinction faite par les auteurs entre le prix et les honoraires, les arts libéraux et les arts mécaniques, faire table rase de tous les préjugés sur la noblesse des professions et admettre la théorie du louage.

La distinction du mandat et du louage aurait-elle d'ailleurs une importance pratique très grande?

Nous ne le pensons pas, car la jurisprudence a également apporté des tempéraments au droit de révocation du mandant. Sans doute le mandat est toujours révocable (art. 2004 C. C.), mais des dommages-intérêts sont dus, 1° quand le mandant méconnaît une clause qui lui interdisait de révoquer le mandat; 2° quand, ayant consenti à limiter son droit de révocation, il en fait usage en dehors des conditions particulières qu'il s'était engagé à observer; 3° quand la révocation a lieu d'une manière intempestive et de manière à causer un dommage injuste au mandataire (1).

Comparée aux règles que la loi du 27 décembre 1890 a appliquées au louage de services, cette solution n'est pas défavorable. Toutefois elle l'est à un autre point de vue. Le mandant peut se réserver le droit absolu de révoquer le mandataire, sans être tenu à aucune indemnité. La jurisprudence reconnaît la validité d'une telle convention. Un arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1891 (2) décide qu'elle n'est ni prohibée par la loi, ni contraire aux bonnes mœurs, ni inconciliable avec la nature du mandat et qu'en usant du droit, qu'elle s'était réservé, « la compagnie n'avait pu commettre une faute. » Une compagnie d'assurances s'était fait

(1) Cass. Req. 10 juillet 1865, et 9 juillet 1885. Sirey, 1865 I 350 et 1887 I 478.

(2) Cass. civ. Sirey, 1891 I. 529.

reconnaître par ses agents le droit de les révoquer ou de les remplacer en tout temps et pour quelque motif que ce fût, sans jamais leur devoir ni avertissement préalable, ni indemnité, soit pour ancienneté de services, soit pour perte de position, soit pour toute autre cause.

Nous verrons qu'en matière de louage de services une clause semblable est interdite par la loi du 27 décembre 1890. Elle dispose en son article 1^{er} que les parties ne peuvent renoncer à l'avance à leur droit éventuel à indemnité en cas de résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants.

LE NOUVEL ARTICLE 1780 S'APPLIQUE-T-IL AUX FONCTIONNAIRES PUBLICS ? Si une loi leur assure des garanties et si elles sont méconnues par le gouvernement, ils peuvent se pourvoir devant le Conseil d'État par la voie contentieuse et se faire réintégrer dans leurs emplois. Mais on leur a toujours refusé le droit de s'adresser aux tribunaux civils pour demander des dommages-intérêts. La nomination et la révocation des fonctionnaires sont des actes de la puissance publique, des actes administratifs, et en vertu du principe de la séparation des pouvoirs, ils échappent à l'autorité judiciaire.

La loi nouvelle ne porte pas atteinte à ce grand principe. Les travaux préparatoires sont formels. M. Poincaré a dit à la tribune de la Chambre : Le

Gouvernement nomme et révoque ses agents, mais il est responsable de ses actes devant les Chambres et devant l'opinion publique. Et si les tribunaux refusent d'accorder des indemnités aux fonctionnaires révoqués, c'est pour ne pas empiéter sur le pouvoir de l'exécutif qui agit dans la plénitude de ses droits sous le contrôle du Parlement.

Quels sont les fonctionnaires publics? Il n'existe de ce mot aucune définition suffisamment claire et compréhensible. On a dit : ce sont les personnes chargées d'un service public, ou celles investies d'une portion de l'autorité publique. Toutes ces définitions nous paraissent incomplètes et nous préférons la suivante : les fonctionnaires sont les personnes chargées d'assurer la marche des services publics qui détiennent à ce titre une portion si minime soit-elle de la puissance publique et qui d'une façon générale émargent au budget de l'Etat, du département ou de la commune.

Certains emplois n'ont pas un caractère public ou privé nettement déterminé et la ligne de démarcation est indécise. La jurisprudence admet que les employés des caisses d'épargne, les membres des commissions administratives des hospices, les consuls étrangers, les avocats, les notaires, les experts commis par la justice, les officiers ministériels, les commissaires priseurs, les huissiers ne sont pas des fonctionnaires publics. Pour les préposés d'octroi

et les secrétaires de mairie, la question est plus discutée. La jurisprudence se prononce généralement dans le même sens que précédemment.

Un arrêt de la cour de Lyon du 3 février 1872 (1) accorde une indemnité à un secrétaire de mairie, brusquement congédié. La révocation de ces agents ne fait aucunement grief à ce principe d'ordre public, que l'autorité a le droit de révoquer quand il lui plaît tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, sans être tenue jamais de justifier d'une cause de révocation, ni de leur accorder une indemnité, car les secrétaires de mairie ne sont point des fonctionnaires publics. La loi organique communale n'en parle pas et l'avis du Conseil d'Etat du 2 juillet 1807 décide de la façon la plus formelle qu'ils n'ont aucun caractère public.

LES MINISTRES DU CULTE SONT-ILS DES FONCTIONNAIRES? La controverse remonte au Concordat et n'est pas encore tranchée. MM. Vivien et Serrigny décident que les ministres du culte exercent leurs fonctions en vertu d'une délégation directe de l'autorité civile. Ils rentrent donc dans la définition que nous avons donnée du fonctionnaire.

La jurisprudence a refusé d'admettre cette théorie sans en faire connaître la raison. M. Dalloz qui a commenté cette jurisprudence la justifie ainsi : le

(1) Lyon, 3 février 1872. Sirey, 1874. 2. 119.

prêtre est fonctionnaire dans l'ordre spirituel et non dans l'ordre temporel. L'Etat n'a pas de doctrine religieuse, on ne peut donc voir ses représentants et ses agents dans ceux qui exercent le ministère sacerdotal, bien qu'ils reçoivent un salaire de l'Etat.

QUE DÉCIDER DES EMPLOYÉS DES CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT? Faut-il les ranger parmi les agents du Gouvernement ou au contraire les assimiler aux employés des compagnies privées. Avant la loi du 27 décembre 1890, la jurisprudence du Conseil d'Etat adoptait la première solution. Un arrêt célèbre, en date du 10 juillet 1885 (1), a rejeté une demande de dommages-intérêts formée contre l'Etat par un chef de section au service de l'administration des chemins de fer de l'Etat, révoqué par une décision du conseil d'administration.

M. Marguerie, commissaire du gouvernement, a posé des conclusions qui ont fait longtemps jurisprudence et qui ont encore actuellement beaucoup d'autorité.

L'administration des chemins de fer de l'Etat constitue un établissement public. Deux conditions sont en effet nécessaires pour qu'une personne morale du droit administratif soit en même temps un établissement public: 1° Il faut qu'elle soit char-

(1) Conseil d'Etat 10 juillet 1885. D. 87. III 18.

gée de gérer un service public; 2° Que la loi lui ait constitué des ressources spéciales.

Or, dans l'espèce, ces deux conditions semblent réunies. D'une part l'administration des chemins de fer de l'Etat gère un service public; en second lieu elle possède des ressources spéciales. Le budget des chemins de fer de l'Etat est voté comme celui de la Légion d'Honneur par le Parlement et est rattaché, pour ordre, au budget général de l'Etat. Par suite, tous les employés, chargés de ce service, sont des agents de l'Etat.

Il y a un texte formel, l'art. 11 du décret du 25 mai 1878. Il dispose: « Les divers agents actuellement employés sur les lignes rachetées, seront, sauf le cas de mauvais service, conservés dans la situation qu'ils occupent ou dans une fonction analogue compatible avec la précédente organisation. Ces agents, ainsi que ceux qui pourront être ultérieurement attachés au service des lignes rachetées, seront, pendant la durée de leur service, considérés comme des agents temporaires de l'Etat. » Par suite, comme tout fonctionnaire, ils n'ont pas le droit de discuter devant le Conseil d'Etat les motifs de leur révocation, ni de réclamer une indemnité devant les tribunaux civils.

Mais depuis la loi de 1890 l'opinion inverse devait prévaloir. Les déclarations catégoriques du rapporteur de la commission et du Ministre des Travaux

publics (1) n'ont soulevé aucune contradiction.

M. Poincaré fut d'avis de traiter les agents des chemins de l'Etat comme ceux des compagnies privées, et de les faire bénéficier de la loi de 1890. « Leur emploi est en effet le même; leurs fatigues sont les mêmes; ils courent les mêmes dangers, ils sont astreints à la même discipline. »

M. Varroy, Ministre des Travaux publics, confirma cette interprétation et refusa d'admettre que les employés étaient des fonctionnaires.

C'était du reste l'opinion de ses prédécesseurs au département des Travaux publics. Ceux-ci n'ont jamais considéré l'administration des chemins de fer de l'Etat comme un service public dépendant directement de leur ministère.

« Il ne saurait, dit M. Varroy, y avoir de doute. Les chemins de fer de l'Etat sont administrés en dehors du Ministre des Travaux publics. Ils ne sont autre chose qu'une compagnie particulière, dont le Ministre nomme les administrateurs, et les administrateurs nomment les agents dans les conditions ordinaires des compagnies. » Malgré ces affirmations, la jurisprudence ne s'est pas modifiée, et l'autorité judiciaire continue à se déclarer incompétente relativement aux contestations entre

(1) Chambre des Députés, 29 décembre 1888, p. 22 annexe 3472.

l'adminitration des chemins de fer de l'Etat et les employés. (1)

Quid de la révocation d'un employé des compagnies privées sur la réquisition du Ministre des Travaux publics en vertu du décret-loi du 27 mars 1852. — On sait que le Gouvernement a le droit dans un but de haute police de requérir la destitution d'un de ces agents. La question a été agitée devant les Chambres et on s'est demandé quelle serait l'attitude des tribunaux en présence de contestations de cette nature, et s'ils pourraient allouer une indemnité à la charge des compagnies.

Les travaux préparatoires ne laissent aucune hésitation à cet égard. La révocation d'un agent sur la réquisition du Gouvernement est un acte politique, qui est soustrait à l'autorité judiciaire. Le Gouvernement seul est responsable, et l'employé n'a aucun recours contre la compagnie, qui a dû se soumettre à l'injonction administrative. Mais il a tous les recours possibles contre le Ministre, et

(1) Un arrêt de la Cour d'Orléans du 28 nov. 1891. (Sirey 1892 II 105) a refusé de connaître d'une demande en indemnité formée par un employé des chemins de fer de l'Etat, brusquement révoqué. Cet arrêt s'est basé sur ce que: Ces agents seraient des fonctionnaires, leur révocation constituerait un acte administratif, dont l'appréciation serait interdite à l'autorité judiciaire. Il en serait encore de même depuis la loi du 27 décembre 1890. La révocation d'un agent par l'administration des chemins de fer de l'Etat ne pourrait pas donner ouverture à une indemnité.

notamment le recours devant le Conseil d'Etat par la voie contentieuse.

SECTION III

Liberté des parties contractantes.

Abordons maintenant l'étude du texte lui-même et commençons par la disposition première ainsi conçue :

« Le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. »

Cette disposition est le corollaire du vieil art. 1780, Code Civil, elle est d'ordre public, c'est une règle protectrice de la liberté individuelle. « Tout homme peut engager son temps et ses services, dit l'art. 15 de la constitution du 5 fructidor an III, mais il ne peut se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable. »

Sans doute l'esclavage, le servage et toutes les formes de la servitude ont disparu de nos mœurs et de nos lois. Le patron ne pourrait pas manu militari forcer l'ouvrier à travailler dans l'usine et le poursuivre lorsqu'il s'enfuit. L'ouvrier réciproquement

ne pourrait pas forcer la porte de l'atelier et réclamer du travail.

Si la contrainte matérielle n'est plus possible, la contrainte morale n'est-elle pas à craindre, et ne détruit-elle pas indirectement la liberté des parties. La promesse suivante porterait une grave atteinte à l'indépendance des contractants : Une clause pénale redoutable empêche l'ouvrier de quitter l'atelier et le patron de le renvoyer. L'appréhension de cette clause pénale, consentie cependant de part et d'autre, ne produirait-elle pas les mêmes effets qu'un lien matériel? M. Clamageran (1) crut devoir invoquer à ce propos les souvenirs bibliques, et comparer la liberté « au plat de lentilles d'Esau. » C'est une pareille spéculation que le vieil article 1780 interdit.

Il restait néanmoins une lacune que le premier alinéa de la loi de 1890 est venu combler.

Si le louage de services en effet ne pouvait être résilié que par la commune volonté des parties, chacune serait liée pour une durée indéfinie, tant qu'il plairait à l'autre de continuer l'engagement. En ne fixant aucun terme au louage de travail, les contractants peuvent vouloir deux choses, ou bien rester libres de se séparer à tout instant, chacun respectivement, ou bien se lier indéfiniment sans rupture unilatérale possible. C'est cette seconde volonté

(1) Sénat, séance du 27 novembre 1890. p. 1082.

que le § 1 interdit. Il déroge ainsi formellement à l'article 1134 § 2, C. C.

Cette disposition autorise donc la résiliation unilatérale et libre du louage de services illimité; or, ne permettre de rompre ce contrat que pour des causes déterminées par le juge ou par la loi, n'est-ce pas lier indéfiniment les parties et violer, sinon le texte, du moins l'esprit de la loi nouvelle.

Faisant allusion à l'amendement de M. Maze, (1) d'après lequel le contrat passé entre les compagnies et les agents ne pourrait être rompu *sans motifs légitimes*, M. Tolain (2) s'exprime ainsi : « Qu'est-ce que vous demande M. Maze dans son amendement ? Il vous demande de rétablir le contrat perpétuel de louage ? Or est-il possible que le Sénat, et je m'adresse à tous les jurisconsultes du Sénat, est-il possible que le Sénat, dans une même loi, maintienne par l'article 1^{er} le principe dominant de l'article 1780, c'est à dire la liberté du travail, la liberté du contrat et qu'en même temps dans l'article 2, il rétablisse le contrat perpétuel ? »

La liberté de congé proclamée par le premier

(1) L'amendement de M. Maze est ainsi conçu : La convention par laquelle les compagnies et administrations de chemins de fer louent les services de leurs agents commissionnés ne peut être résiliée sans motifs légitimes, par la volonté de l'une des deux parties contractantes que moyennant la réparation du préjudice causé à l'autre partie.

(2) Sénat, séance du 27 nov. 1890, p. 1080.

alinéa de la loi nouvelle implique le droit pour le patron de renvoyer son ouvrier sans lui donner aucun motif autre que : il ne me plaît plus, et l'ouvrier reste dans les limites de son droit, en quittant l'atelier, sans alléguer une raison autre que : j'en ai assez.

SECTION IV

Dans quel cas la rupture du louage de services donne-t-elle lieu à des dommages-intérêts.

Toutefois la résiliation ad nutum du louage comporte certains ménagements, ne doit s'exercer que sous certaines conditions, peut dans certains cas être la cause de dommages-intérêts. Le paragraphe 2 dispose en effet que : « *Néanmoins la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts.* »

Ce paragraphe est celui qui soulève le plus de difficultés. Son laconisme autorise les commentaires les plus divers. Que veulent dire les mots « peut donner lieu » et « le cas échéant » de l'alinéa suivant. Ces formules un peu brèves sont susceptibles de sens différents. Signifient-elles que la rupture du contrat impose nécessairement le paiement de dommages-

intérêts, ou ne l'impose qu'exceptionnellement. Le législateur a-t-il voulu modifier le droit existant, a-t-il lié d'une façon plus solide l'employeur et l'employé, ou au contraire a-t-il maintenu la jurisprudence antérieure, et consacré la liberté de congé. En un mot la résiliation du louage de services donne-t-elle lieu à une indemnité en l'absence de motifs légitimes ou seulement lorsque les usages ou les conditions expresses ou tacites du contrat ont été violées.

Il semble que le paragraphe premier doive être invoqué en la circonstance et éclairer, à moins d'être considéré comme platonique, le texte qui nous occupe. On s'obstine néanmoins à interpréter cette disposition isolément malgré l'ambiguïté désespérante de ses termes, et à faire abstraction de la précédente.

Chaque commentateur donne libre carrière à son imagination, tantôt on accorde la prépondérance au principe de liberté, tantôt à l'intervention plus active des tribunaux et on aboutit à des divergences profondes. La jurisprudence n'est pas moins incertaine. Si la loi de 1890 a eu les honneurs d'une discussion rétrospective devant le Sénat, les 18, 19 et 23 juin 1891, toutes les difficultés sont restées en suspens. Des opinions contraires furent émises, et l'accord ne s'est pas fait. Il s'agissait d'examiner la

proposition de M. Bovier-Lapierre frappant d'une pénalité le patron qui renvoie un ouvrier parce qu'il est syndiqué. Les adversaires de cette proposition ont déclaré qu'elle était inutile, la loi de 1890 ne permettant pas de rompre le louage de services, sans motifs légitimes, et l'affiliation à un syndicat n'étant pas un motif légitime de congé. Les partisans de cette motion ont affirmé au contraire que la loi de 1890 autorisait toujours la libre résiliation du contrat de travail.

Les difficultés d'interprétation de la loi nouvelle ont pour cause la confusion des débats qui se sont produits au moment de sa confection.

Le seul point sur lequel l'accord a pu se faire est la constatation de l'obscurité du texte. M. Tolain (1) avouait que les discours prononcés le laissaient inquiet et perplexe : Je ne sais pas, messieurs, si je me fais illusion, mais après avoir écouté avec la plus grande attention et M. le rapporteur et M. Léon Renault, je me sens, je l'avoue, très inquiet et très perplexe parce que je ne distingue pas d'une manière bien nette et bien précise les conséquences possibles de la loi qui nous est soumise. Peut-être est-ce là une infirmité de mon esprit, mais il me semble que tout cela, je ne voudrais pas qu'on prît dans un mauvais sens l'expression dont je vais me

(1) Sénat, séance du 27 nov. 1890.

servir, que tout cela est louche, équivoque, indéterminé et prête à toutes les interprétations. M. Lacombe (1) dit à la même séance : Après le discours de M. Bernard, j'ai vu renaître la confusion, ou ce que je crois être la confusion. Plusieurs de mes collègues sont peut-être de mon avis ; mais, quant à moi, je n'hésite pas à dire qu'en votant, nous ne savons pas quelle sera la conséquence de notre vote.

Il paraît au premier abord, pour une personne qui n'a pas pris part aux débats, difficile de se prononcer et de se rendre compte de l'opinion qui a prévalu. Cependant, en étudiant scrupuleusement les travaux préparatoires, et en distinguant avec soin les opinions personnelles des affirmations autorisées, il nous semble qu'une interprétation s'impose par le nombre et par l'autorité de ceux qui l'ont soutenue.

La rédaction actuelle est l'œuvre du Sénat. Sa forme définitive a été arrêtée dans les séances du 21 juillet, des 25, 27, et 28 novembre 1890. Cette assemblée avait à se prononcer sur le sens respectif de deux articles. L'un était général et conçu dans les mêmes termes que le paragraphe 2, qui nous occupe ; l'autre, spécial aux employés de chemins de fer, décidait qu'ils ne pourraient pas être révoqués

(1) Sénat, 27 nov. 1890 p. 1085 col. 2.

sans motifs légitimes. Quatre opinions furent émises.

1°. M. Yves Guyot, Ministre des Travaux publics, pour obtenir le vote de l'art. 2, s'efforça de démontrer que sa portée était limitée. Ce qui le distingue de l'article 1, c'est uniquement l'adjonction de ces trois mots « sans motifs légitimes ». Or ces trois mots ne créent pas à l'égard des employés de chemins de fer une situation privilégiée. Un patron peut-il renvoyer arbitrairement, par pur caprice, un de ses ouvriers? Les tribunaux ne doivent-ils pas, même actuellement, en cas de rupture du contrat de travail, s'enquérir des motifs du congé.

M. Yves Guyot (1) reconnaissait cependant que ces deux dispositions n'étaient pas absolument identiques. « Croyez bien que si la loi n'était qu'une apparence, à coup sûr elle n'eût pas été combattue. En tout cas celui qui a l'honneur de la défendre à cette tribune et ceux qui ont réclamé depuis si longtemps les dispositions qu'elle contient, ne l'ont pas considérée comme telle ». Il existe donc suivant lui une nuance, mais si faible qu'il n'y a aucun péril à accorder une telle faveur à une catégorie spéciale de travailleurs.

2°. Une autre opinion assimile complètement ces deux articles. Elle a été émise par M. Léon Re-

(1) Sénat, Séance du 25 novembre 1890. p. 1072.

nault (1). Les mots « peut donner lieu à des dommages-intérêts » de l'art. 1 signifient qu'il y a lieu à dommages-intérêts, si la rupture du contrat n'est pas appuyée de motifs légitimes.

Qu'est-ce que l'art. 2 ajouterait aux principes posés dans l'art. 1^{er}, tel qu'il a été modifié par la commission, et déjà voté par la Chambre ? « Rien, absolument rien ». Cet orateur va même jusqu'à faire cette comparaison qu'il qualifie lui-même de triviale. Pourquoi, après avoir mis dans l'art. 1. de la loi « blanc bonnet », ajouter dans l'art. 2 « bonnet blanc ».

Il était donc inutile de voter l'art. 2. M. Léon Renault demande au Sénat de rejeter cette disposition qui était une superfétation et qui pourrait même porter préjudice aux ouvriers. Si on a l'air de créer un privilège à l'égard des employés de chemins de fer, il semblera qu'on ait voulu restreindre la portée de la disposition générale, applicable à tous les travailleurs. Les tribunaux, chargés de l'interpréter, croiront à tort que ce n'est qu'à l'égard des agents de chemins de fer que le louage de services ne peut être rompu qu'avec motifs légitimes, ce qui n'est pas la volonté du Parlement. Il n'est pas de la dignité parlementaire de voter des lois qui ne soient que des apparences, surtout lorsqu'elles

(1) Sénat, séance du 25 novembre 1890. p. 1074.

pourraient être interprétées contre la masse des travailleurs.

3^o L'opinion adverse a été soutenue par MM. Tolain et Cuvinot. Il existe entre les deux articles une différence fondamentale. L'un autorise la résiliation arbitraire du louage, l'autre au contraire ne l'admet que si elle est déterminée par des motifs légitimes. Vouloir assimiler ces deux dispositions, c'est méconnaître le sens respectif de leurs rédactions et créer dans la loi des contradictions flagrantes, le vieil article 1780 subsistant toujours. L'article 1 est l'œuvre de la commission sénatoriale. Or dans l'esprit de ses rédacteurs il était l'antithèse de la proposition votée par la Chambre et devait servir à lui faire échec.

D'après M. Tolain (1), ce texte, tel que M. Renault l'interprète, ne serait pas applicable à l'ensemble des salariés. Il créerait une « révolution industrielle » et ferait au patronat une « situation intolérable ». Il est inadmissible de prétendre que chaque patron qui voudrait renvoyer ses ouvriers, pourrait être actionné devant un tribunal pour justifier la légitimité des motifs qui l'ont fait agir.

La quatrième opinion, qui paraît au premier abord paradoxale, est celle de M. Trarieux (2). L'article 2

(1) Séance du 27 nov. 1890 p. 1080.

(2) Idem p. 1090. M. Trarieux dit en effet : « Je suis convaincu que si cette disposition était votée, elle irait à l'encontre

doit être rejeté, car il est moins favorable aux employés de chemins de fer que l'article 1. Cette dernière disposition permet aux tribunaux d'accorder, toutes les fois que l'équité l'exige, une indemnité aux ouvriers, si leur situation est digne de pitié, et si leur conduite est à l'abri de tout reproche. Les juges, dit-il, sont investis d'un pouvoir discrétionnaire, et n'ont pas uniquement à apprécier la légitimité des motifs de la révocation.

Ce sénateur cite l'exemple suivant : Un ouvrier mécanicien trébuche sur sa machine. Il est frappé d'une attaque de paralysie. On lui conserve ses fonctions à titre d'essai, mais il subit une deuxième attaque, qui envahit son cerveau et lui enlève l'usage de la parole. Il est révoqué !

Ce malheureux se présente devant les tribunaux et motive sa demande de dommages-intérêts sur l'illégitimité de son renvoi. Il est difficile aux yeux de M. Trarieux de taxer d'arbitraire et d'illégitime un tel renvoi, mais si l'équité est invoquée en faveur de ce mécanicien, il doit être indemnisé du préjudice dont il est victime et qui peut être considéré comme un risque professionnel. C'est avec le texte ainsi modifié de l'article 1780 qu'on fera triompher

du but que poursuivent ses auteurs. (Très-bien sur plusieurs bancs). Elle est moins favorable à l'ouvrier des chemins de fer que ne l'est la modification plus large et plus ample apportée par la Commission à l'article 1780 du Code Civil ».

la justice et même l'humanité. L'article 2 est superflu, ou plutôt il est limitatif et réductif des dispositions plus générales et d'un caractère plus largement libéral, qui ont été introduites dans l'article 1780.

Le Sénat, sans que le sens du vote fût autrement précisé, rejeta l'article 2.

VOTE DÉFINITIF DE LA CHAMBRE. — DÉCLARATIONS
FORMELLES DE M. POINCARÉ.

A la Chambre on chercha une plus grande clarté, et des déclarations faites officiellement, au nom de la commission, fixèrent le sens de l'art. 1. M. Poincaré, (1) rapporteur, dans la séance du 22 décembre 1890, affirma que la loi n'avait pas pour but d'introduire un principe nouveau, qu'elle tendait seulement à fortifier, à corroborer la théorie du renvoi abusif. « Nous ne donnons pas aux tribunaux une faculté nouvelle, nous leur donnons l'exercice plus libre, plus rationnel et plus équitable d'une faculté qu'ils ont déjà. » Et plus loin il produit cette interprétation catégorique : la partie qui donne congé n'a pas à fournir de motifs, elle n'a pas à justifier sa décision. Il lui suffit de vouloir, elle est libre.

(1) Chambre, séance du 22 décembre 1890 p. 2618.

M. Loreau, (1) membre de la commission, confirma les déclarations de M. Poincaré. Il apporta à la tribune l'opinion unanime de ses collègues.

Ceux-ci voulaient qu'aucun doute ne pût planer sur le sens qu'ils entendaient attribuer à la loi, et chargeaient M. Loreau de donner des explications très nettes. Nous citons, pour ne pas en affaiblir la portée, les paroles mêmes de ce député : Nous tenions à ce qu'il fût nettement indiqué, que l'esprit de l'art. 1780 était toujours conservé, que le droit de résiliation des contrats continuait à exister de la façon la plus absolue.

Cette opinion catégorique, et qui ne souleva d'ailleurs aucune contradiction, trouva sa consécration dans le vote définitif de la Chambre des Députés.

INTERPRÉTATION QUI S'IMPOSE.

Il nous semble que la portée de la loi se trouve bien dégagée par ces dernières explications. Encore nuageuse dans la discussion du Sénat, l'idée directrice finit par apparaître, le vote dernier est donné sur des assurances précises, qui maintiennent la liberté des parties, et qui conservent au contrat d'engagement son caractère antérieur.

(1) *idem.* p. 2619.

La solution ainsi acceptée par la Chambre, s'impose d'autant plus à l'interprète qu'elle est commandée par les autres parties du texte. Seule elle peut donner satisfaction au paragraphe 1^{er} de la loi, qui pose en principe le droit de libre résiliation: si on ne veut pas que ce droit reste lettre morte, il faut laisser aux parties la faculté de se donner congé sans avoir à rendre compte des motifs qui les ont fait agir. Nous avons donc le droit d'affirmer que malgré la confusion des premiers débats, la lumière s'est faite. La loi nouvelle, suivant les expressions mêmes de ses auteurs, « corrige, condense, précise, complète, coordonne, simplifie » les décisions de la jurisprudence.

Ainsi aujourd'hui comme avant la loi du 27 décembre 1890, les tribunaux saisis d'une demande en dommages-intérêts devront prendre en considération les conditions expresses ou tacites de l'engagement, et les usages. En présence d'un contrat muet, s'il n'existe pas d'usages, l'embarras du juge sera peut-être très grand. Mais il ne devra jamais scruter les motifs de la résiliation, ni en faire dépendre la condamnation à une indemnité. Il pourra néanmoins examiner si certaines circonstances ne dénotent pas une faute de la part de l'auteur de la rupture.

Nous avons vu en effet dans la première partie de cette étude que, conformément à la jurisprudence

de la Cour de cassation, la violation de l'art. 1382 peut motiver une condamnation à des dommages-intérêts.

QUAND LA RUPTURE CONSTITUE-T-ELLE UNE FAUTE ?

Voyons en effet en quoi consiste dans notre matière la faute, écartant les hypothèses où elle vient de l'inobservation des usages ou de la volonté des contractants, et admettant que l'absence de motifs donnés à la résiliation n'est pas constitutive de la faute et que la démonstration de motifs légitimes n'en est pas exclusive.

Mais puisque la rupture *ad nutum* constitue un droit, comment l'exercice de ce droit peut-il faire naître une faute ? Tout d'abord l'art. 1382 sur lequel se base la jurisprudence s'applique-t-il en cas de violation d'un contrat ?

M. Laurent (1) critique en effet les décisions de cette jurisprudence et déclare que cet article n'a rien à voir dans notre matière. Il concerne les délits et les quasi-délits. Il ne s'agit pas dans le débat d'un fait dommageable commis en dehors de toute convention, mais de l'inexécution d'un contrat.

Ce n'est pas que ce savant professeur refuse toute indemnité à la partie qui a été victime de la

(1) Laurent. Principes de droit civil, t. XXII, N° 515.

rupture du louage. Il se montre au contraire, très généreux, mais il fonde le droit aux dommages-intérêts sur la responsabilité contractuelle et non sur la responsabilité délictuelle. Il recherche l'intention des parties. Il se refuse à admettre que l'employé s'engage sous la condition tacite que le patron « se réserve le droit de le renvoyer sans motifs sérieux, donc sans motifs, par une mesure arbitraire, fût-ce un caprice. » La résiliation non motivée du louage constitue donc un manquement aux obligations nées du contrat, et n'a aucun caractère délictuel.

Nous croyons que cette argumentation repose sur une analyse inexacte du louage de services à durée indéterminée et des circonstances dans lesquelles il se forme. En concluant une pareille convention, chaque partie entend se considérer à tout instant comme non engagée. Le patron croit pouvoir renvoyer immédiatement l'ouvrier qui ne le satisfait plus, et modifier l'effectif de son usine, suivant l'importance de ses débouchés. L'ouvrier entend pouvoir quitter l'atelier si on lui offre ailleurs des conditions plus avantageuses. Il est vrai que chacun cherche à restreindre les droits de l'autre, et s'il se reconnaît la faculté de rupture sans délai, il la refuse à son adversaire. Le patron tâche de retenir ses ouvriers en leur promettant une pension de retraite au bout d'un certain

nombre d'années de services. Il fait aux « nomades » une situation défavorable. Les salariés de leur côté contestent à celui-ci le droit de résilier du jour au lendemain, dont ils sont très jaloux pour eux-mêmes.

Mais la loi ne peut pas présumer de pareilles inégalités. La base de notre contrat est la réciprocité. Les mêmes prérogatives doivent être accordées de part et d'autre. Toute volonté a droit au même respect.

L'auteur lui-même fait une restriction, dont nous nous emparons et qui nous permettra de détruire sa théorie. « Si les patrons, dit-il, ont le droit de révoquer leurs employés, alors même qu'ils n'auraient pas de motifs sérieux, il ne peut plus être question d'un délit, ni d'un quasi-délit, à moins qu'on ne suppose que la révocation a eu lieu dans le but de nuire, ce qui n'a jamais été prétendu. » Or c'est ce que nous prétendons et nous exposerons cette doctrine plus loin. Nous ne désespérons pas de convaincre nos lecteurs, car des juristes éminents et notamment M. Larombière nous soutiendront dans cette lutte inégale et apporteront aux arguments que nous présenterons le poids de leur autorité.

La distinction suivante établit une ligne de démarcation très nette entre la responsabilité délictuelle et la responsabilité contractuelle. Si le louage

de services est résilié à l'encontre de la convention ou des usages, il ne peut être question de délit ou de quasi-délit. Mais dans le silence du contrat et en l'absence d'usage, comme les parties tirent du contrat le droit de rupture *ad libitum*, une demande en dommages-intérêts ne peut s'appuyer que sur l'art. 1382 C. C.

La première difficulté tranchée, abordons la deuxième qui n'est pas moins sérieuse. Le congé volontaire et unilatéral constitue un droit, or l'exercice d'un droit ne saurait dégénérer en faute ni entraîner la violation de l'art. 1382.

M. Demolombe, (1) qui est ici notre adversaire, dit que lorsqu'un fait est licite, et constitue l'exercice d'un droit, il ne saurait engendrer la responsabilité de son auteur. Il est clair que le droit lui-même n'existerait pas, si celui auquel il appartient pouvait, en l'exerçant, encourir une responsabilité civile.

La théorie de M. Demolombe ne compte plus aujourd'hui qu'un petit nombre d'adeptes. La règle *neminem lædit qui suo jure utitur* succombe sous les assauts combinés de la doctrine et de la jurisprudence. Il faut poser en règle que l'exercice d'un droit peut devenir abusif, peut être inspiré par l'intention de nuire, par un esprit de chicane et d'injustice.

(1) Demolombe, *Principes de droit civil*, t. XXXI, n° 666.

La jurisprudence a fait souvent des applications de cette idée. C'est ainsi qu'elle punit le plaideur qui, pour nuire à son adversaire, soutient un procès même bien fondé en droit. Les tribunaux condamnent quelquefois en matière commerciale pour des actes licites en eux-mêmes, ne tenant compte que de l'intention qui les dirige. L'usage d'un nom est soumis à certaines restrictions afin d'empêcher toute usurpation de clientèle. Enfin on pourrait trouver dans la matière des sociétés un exemple très voisin du nôtre. C'est celui des articles 1869 et 1870. La renonciation à une société de durée indéterminée ne peut être faite de mauvaise foi et à contre-temps. La renonciation est cependant un droit pour l'associé, mais il ne peut l'exercer d'une façon abusive dans le but de porter préjudice à ses coassociés ou de s'attribuer un gain immérité. Le louage de services illimité ressemble beaucoup à la société à durée non déterminée. La résiliation constitue un droit, mais elle ne peut avoir lieu dans un but malhonnête, être inspirée par une intention frauduleuse. Il y aurait abus. Des dommages-intérêts seront dus. Ce n'est pas à dire que les tribunaux auront un droit de contrôle sur les motifs du congé, mais ils pourront réparer certains actes empreints d'un caractère déloyal.

M. Larombière (1) soutient cette doctrine et

(1) Larombière. Théorie des obligations, t. V., 1857, p. 691, n. 10

admet que l'exercice d'un droit peut être abusif. Pour qu'une entière et parfaite irresponsabilité garantisse l'exercice d'un droit, il faut que celui qui l'exerce en use prudemment, avec les précautions ordinaires, sans en abuser et sans en excéder les justes limites. L'abus qu'il en aurait fait d'une manière préjudiciable à autrui l'obligerait à réparer le dommage causé. A plus forte raison en serait-il tenu si, entre diverses manières d'exercer son droit, il avait méchamment et dans le dessein de nuire, choisi celle qui devait ou pouvait être le plus dommageable.

La théorie du renvoi abusif a été esquissée dans les travaux préparatoires. A la séance définitive du 22 décembre 1890 M. Poincaré (1) s'est exprimé en ces termes : « Elle (la jurisprudence) est flottante et vague parce que le texte de l'art. 1780 la force à ménager dans tous les cas le principe supérieur de la liberté absolue de résiliation. Il faut, tout en maintenant ce principe salubre, mettre en regard le droit aux dommages-intérêts en cas de renvoi abusif. »

M. Loreau (2) a formulé cette idée dans des termes identiques. Après avoir reconnu à chaque partie la liberté de congé, il examine dans quel cas il peut y avoir lieu à indemnité. « Il faut, dit ce

(1) Chambre. Séance du 22 décembre 1890, p. 2618.

(2) M. Loreau, séance du 22 déc. 1890, p. 2619.

député, qu'il soit établi par la partie plaignante qu'il y a eu abus : ce n'est que dans le cas net et précis où il y aurait eu abus, jugé par le tribunal, qu'il pourrait y avoir lieu à dommages-intérêts. »

La faute consiste dans la rupture abusive. Mais il est difficile de concevoir et de déterminer en quoi consiste l'abus d'un droit. La Cour de cassation n'a sur ce point qu'une jurisprudence indécise.

L'auteur qui a étudié de plus près la question est certainement M. Saleilles. (1) Dans son étude sur le projet de Code civil allemand, il a abordé directement la difficulté. Après avoir distingué deux éléments dans le délit civil, « un élément matériel » qui est le fait dommageable, et « un élément personnel », la faute, cet auteur observe que l'élément matériel n'est pas nécessairement un fait mauvais en soi, illicite, contraire au droit, mais un fait dommageable : Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, dit l'article 1382.

Mais il ne faut pas en conclure que tout fait préjudiciable oblige son auteur à des dommages-intérêts. Ce serait ne pas tenir compte du second élément, la faute.

Or qu'est-ce que la faute? Si le fait est mauvais en soi, illicite, la faute consiste dans la connaissance

(1) Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le projet de Code civil allemand p. 337 et suiv.

de ce fait, dans la conscience du vice de l'acte que l'on va commettre.

Au contraire si le fait dommageable est licite, conforme au droit, la faute ne peut pas consister, d'après M. Saleilles, dans la connaissance du préjudice que l'on va causer à autrui : Ce serait aboutir à ceci que quiconque sait que l'acte entrepris est susceptible d'avoir des suites dommageables pour autrui est coupable de délit civil et tenu à réparation. (1)

(1) Cependant M. Saleilles, *Essai d'une théorie générale de l'obligation* p. 349, pense que cette solution serait la plus morale ; il se range à l'opinion d'après laquelle « il y a abus de la liberté par cela seul que par son imprudence, on se met à même de nuire à autrui, et du moment qu'on a pu prévoir le dommage on sait à quoi on s'expose, on doit réparation » et conclut que « indépendamment de tout caractère illicite de l'acte, le seul fait de l'intention de nuire ou de la prévision du dommage devrait suffire à donner à l'acte un caractère déloyal et à constituer l'élément matériel du délit. » M. Saleilles va même plus loin et pense que le « caractère illicite du fait qui suffit à fonder le délit, indépendamment de toute prévision de ses suites dommageables, c'est non seulement la violation du droit d'autrui, la contravention à une loi, mais encore l'exercice abusif de la liberté, apprécié suivant l'idée que l'on se fait des bonnes mœurs. » Rien de plus juste à ses yeux, que d'attribuer un caractère relatif aux éléments constitutifs du délit civil ; c'est affaire de bonnes mœurs, répète-t-il, et il ajoute « cela varie suivant l'idée que l'on se fait de la morale et des devoirs sociaux ; rien de plus légitime que d'avoir placé les limites imposées à la liberté de chacun sous l'égide de la morale sociale incessamment progressive. » Mais dans ces pages l'auteur s'occupe spécialement de l'exercice du droit de propriété et il propose à cet égard une distinction subtile entre

M. Saleilles (1) ajoute et nous nous emparons de cette formule que la faute consiste dans un « fait d'intention (2) ; » c'est, dit-il, « l'intention dommageable qui constitue l'élément illicite de l'acte. » Le fait délictuel consiste dans la volonté de nuire. C'est un délit dont le caractère prépondérant est subjectif.

Appliquant cette théorie au louage de services, nous pouvons dire que la faute consiste, en dehors de la violation du contrat ou de l'usage, non dans la connaissance du préjudice que l'on va causer, mais dans le fait d'avoir voulu le causer.

M. Sauzet (3), dans une très intéressante étude sur le nouvel article 1780, a défendu cette doctrine. Les rédacteurs de la loi nouvelle, qui ont voulu

« l'usage de la liberté » et l'usage « d'un droit positif expressément garanti par la loi. » Nous ne voyons pas jusqu'à quel point cette distinction s'appliquerait à la résiliation du louage de services.

(1) M. Saleilles. Même ouvrage, p. 343 et 348.

(2) Ce caractère intentionnel du fait dommageable a été souligné par M. Fromageot dans son livre si autorisé de *La Faute comme source de la Responsabilité*. Parlant de l'exercice licite et de bonne foi d'un droit reconnu par la loi, il dit qu'en principe il ne saurait constituer une faute, quel que soit le préjudice qui puisse en résulter. Mais « s'il y avait eu *intention de nuire* de la part de celui qui a causé le préjudice, il y aurait lieu de le rendre responsable de sa malice. » Cette solution, ajoute-t-il, admise déjà dans le droit romain, étant très équitable, a passé dans le droit moderne de la plupart des pays, notamment en France et en Allemagne.

(3) Sauzet, *Le nouvel article 1780 du Code civil*, p. 28.

la consacrer, ont eu raison de ne pas chercher à déterminer les circonstances d'où dépendrait l'intention de nuire. Ce n'est qu'une question de fait à résoudre par les tribunaux. Le Parlement a bien fait des'en remettre à l'équité du juge et à son pouvoir discrétionnaire.

La formule élastique préconisée par M. Sauzet, a été critiquée par M. Mongin(1) dans son article sur le droit de congé dans le louage de services. Cette formule consiste en réalité à admettre l'abus toutes les fois que la connaissance du préjudice existe. Lorsqu'une partie donne congé, sachant qu'il en résultera un dommage, il existe bien chez elle la volonté de le causer, on ne saurait dire que le préjudice soit de sa part involontaire : en voulant le congé, elle a voulu en même temps toutes les conséquences qui, à sa connaissance, devaient en résulter. Le droit de congé se trouverait entravé dans son exercice, même le plus normal, s'il devenait abusif toutes les fois qu'en renvoyant son employé, le patron savait qu'il lui cause un préjudice.

M. Mongin, après avoir rejeté la formule de M. Sauzet, examine si on pourrait appliquer à notre matière celle du procureur général Ronjat : « L'usage d'un droit cesse d'être licite, lorsqu'il a

(1) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XXII.

pour *unique mobile* la volonté de nuire à autrui ». Ce professeur la trouve trop étroite, car dans le louage de services les mobiles auxquels obéissent les parties, sont souvent très complexes et ce serait supprimer les cas d'abus que de supposer l'intention de nuire comme unique mobile des contractants ; le nouvel article 1780 serait sans portée.

Puis, il passe à une troisième formule, qui avait été proposée au cours des débats par la commission sénatoriale. Au texte général, la commission avait ajouté un paragraphe additionnel ainsi conçu : « A la charge par la partie qui réclame, de prouver que le congé a été donné de mauvaise foi et à contre-temps ».

Cette disposition est assurément séduisante. Elle a été empruntée à la matière des sociétés à durée indéterminée. N'y a-t-il pas analogie complète et n'est-il pas naturel d'appliquer au louage illimité les articles 1869 et 1870 et les règles de la dissolution des sociétés. Ces deux contrats ont beaucoup d'affinités, surtout la société où une partie fait l'apport de son industrie. Et de même qu'un associé ne peut pas se retirer dans le but de se procurer un gain illicite, de même un patron ne peut pas renvoyer un ouvrier pour s'attribuer la totalité du profit qu'il aurait dû partager avec lui.

Mais l'analogie entre le louage et la société n'est

qu'apparente. Les associés sont tenus de ne pas nuire à l'intérêt social et de ne pas entraver l'œuvre commune dans un but personnel. Cette obligation fondamentale, en matière de société, n'existe pas dans le louage où les intérêts personnels des parties ne sont pas subordonnés à la réussite de l'entreprise.

On peut s'arrêter à la formule suivante : Le congé est abusif lorsque l'intention (1) de causer un préjudice immérité, en constitue le motif principal. Au milieu des causes multiples qui ont amené la rupture, le juge pourra découvrir l'intention prédominante des parties, le mobile principal auquel elles auront obéi et il condamnera celle des parties qui aura principalement agi en haine de l'autre, qui aura cédé à une pensée déloyale et malhonnête.

La portée générale que nous avons attribuée au paragraphe 2 est celle que lui donne la jurisprudence récente de la Cour de cassation. (2) Un arrêt de la Chambre civile du 18 juillet 1892 (qui ne se prononce qu'indirectement sur la question) résout la difficulté dans notre sens. Il s'agissait d'une demande

(1) Il y a un cas où la loi présume en quelque sorte l'intention de nuire. C'est celui où la victime de la résiliation participe à une caisse de retraites. Nous verrons qu'elle a droit, par le seul fait de la rupture du contrat, à une indemnité représentant le montant des retenues opérées et des versements effectués en vue de la pension de retraite.

(2) Sirey 1892, I. p. 337.

en indemnité formée par un agent d'assurances, révoqué sans motifs légitimes par la compagnie. Les juges de première instance déboutèrent de ses prétentions le demandeur qu'ils considérèrent comme un mandataire salarié. Pourvoi de l'agent d'assurances. La Cour suprême décide qu'il importe peu que la convention dont il s'agit constitue un mandat ou un louage de services ou même une opération mixte renfermant des éléments empruntés à l'un ou à l'autre de ces contrats, attendu que le mandant peut révoquer le mandat gratuit ou salarié, quand bon lui semble, comme le maître peut révoquer le contrat de louage de services qui n'a pas été conclu pour un temps déterminé.

Cette loi, qui a occupé vingt années et sept législatures, n'a abouti qu'à consacrer le droit existant, qui serait, nous dit-on, tout-à-fait insuffisant. La convention, l'usage ou la faute restent donc les trois seules causes d'indemnité. Les deux premières font souvent défaut. La troisième ne sera pas d'une application très fréquente, car il sera facile de la dissimuler sous des raisons spécieuses. Elle sera très difficile à prouver.

On adresse aussi de nombreuses critiques à la loi nouvelle en ce qui concerne les employés de chemins de fer, dont la situation précaire n'aurait pas été améliorée, exposés qu'ils seraient, après trente ou quarante ans de services, à être renvoyés du jour

au lendemain, sans indemnité et même sans motifs plausibles.

Nous démontrerons au contraire qu'en réalité la loi a fait droit à leurs désirs les plus chers en leur assurant le remboursement des versements effectués par les compagnies et des prélèvements opérés sur leurs salaires.

SECTION V

Considérations économiques.

L'opinion adverse, qu'une étude minutieuse des travaux préparatoires ne nous a pas permis d'admettre, échappera-t-elle à toutes les critiques qu'on nous adresse et est-elle plus séduisante au point de vue social et économique ? Satisfait-elle le prolétariat dans ses revendications les plus légitimes ? Lui montre-t-elle un avenir moins sombre ou au contraire n'a-t-elle pas quelques vices redhibitoires ? Ne méconnaît-elle pas les exigences de la production industrielle, avec ses hauts et ses bas ? Ne refuse-t-elle pas au patron, surtout dans les industries dangereuses, l'autorité qui seule justifie sa responsabilité ; et à l'ouvrier, la faculté de profiter à chaque instant de conditions de travail meilleures ?

Avant d'entamer un parallèle économique entre les deux théories, nous croyons qu'il est utile de faire connaître celle que nous n'avons pas encore exposée dans son ensemble et qui est défendue par notre savant maître M. Planiol.

La loi du 27 décembre 1890 autorise les tribunaux à accorder des indemnités aux employés et aux ouvriers congédiés sans motifs. Avant cette époque chacune des parties, dans le louage de travail à durée indéterminée, jouissait d'un droit de résiliation arbitraire et pouvait en user à toute heure sans encourir aucune responsabilité, sous la seule condition d'observer les usages locaux et les conditions spéciales de son contrat. Cette faculté perpétuelle et absolue de se délier soi-même a été supprimée et remplacée par une sorte de droit de résiliation pour mauvais service ou pour cause majeure; la rupture du contrat ne peut plus se faire sans motifs, par un simple changement de volonté. Les Chambres ont voulu rendre plus stable la situation que les salariés réussissent à se faire dans la maison de leur patron, et pour cela elles ont lié les deux parties l'une à l'autre d'une façon plus solide qu'auparavant. Désormais on peut comparer la situation réciproque du patron et de l'ouvrier à celle qui est faite aux parties dans les contrats synallagmatiques ordinaires : ils ne peuvent se délier sans motifs valables.

L'auteur de cette théorie constate avec raison que la loi nouvelle ne s'applique qu'au louage de services à durée indéterminée et non à l'engagement à temps, toutefois renonvelable, ce qui lui permet de se prolonger indéfiniment et d'égaler en durée l'engagement illimité.

Cette interprétation du nouvel article 1780 renverserait la charge de la preuve. Si le contrat ne peut plus être rompu sans motifs sérieux, c'est à l'auteur de la rupture, s'il veut dégager sa responsabilité, d'établir qu'il avait pour prendre cette mesure des motifs légitimes.

Il y aurait un moyen bien simple de retourner la charge de la preuve, et de maintenir le droit de libre résiliation, ce serait de faire un contrat pour une durée déterminée et brève et de le renouveler à l'expiration de chaque terme. A chaque échéance les parties pourraient ne pas le renouveler et se délieraient ainsi facilement. Le contrat illimité se trouverait **jouer** ainsi d'une situation privilégiée. Comment admettre les conséquences du système, tant de rigueur d'un côté, tant de liberté de l'autre.

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS. — PROJET
BOVIER-LAPIERRE.

L'opinion adverse aurait, dit-on, l'avantage de protéger les syndicats professionnels. Elle serait la

sanction naturelle de la loi du 21 mars 1884. Le patron qui renvoie un ouvrier parce qu'il fait partie d'un syndicat, viole la loi du 27 décembre 1890 et est passible de dommages-intérêts, car l'affiliation à un syndicat ne constitue pas un motif légitime de renvoi.

Cette loi suffit donc pour faire respecter par les patrons la liberté d'association et rend inutile toute pénalité, amende et emprisonnement, frappant ceux qui y portent atteinte.

Mais l'appréciation des motifs légitimes est laissée au pouvoir discrétionnaire du juge et rien dans la loi ne permet de discerner ce qui est ou non une cause légitime de rupture. M. Tolain (1), soulevant cette question à la séance du 4 décembre 1890, disait : « Voilà un ouvrier syndiqué qui est chassé ou renvoyé de son atelier, rien que par ce seul fait qu'il fait partie d'un syndicat. Eh bien, je considère qu'il n'y a pas là une cause légitime de renvoi. » C'est une opinion, mais elle pourrait être contestée par les commentateurs et par les tribunaux, car la loi nouvelle ne la justifie pas.

Le nouvel article 1780, tel que nous l'interprétons, s'opposerait-il au renvoi d'un salarié pour le seul fait d'être syndiqué. La résiliation du louage de services ainsi motivée constitue-t-elle une faute

(1) Sénat, séance du 4 décembre 1890, p. 1123.

et rend-elle l'auteur de la rupture passible d'une indemnité en vertu de l'art. 1382. C.C.

Si la proposition de M. Bovier-Lapierre du 4 Mars 1886 (1) sur les syndicats professionnels

(1) Nous donnons ci après le texte de la proposition de ce député, rejetée par le Sénat le 23 Juin 1891:

« Quiconque, patrons, contremaîtres, employés ou ouvriers, sera convaincu d'avoir, par menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur seule qualité de syndiqués, violences ou voies de fait, dons, offres ou promesses de travail, entravé ou troublé la liberté des associations professionnelles ou empêché l'exercice des droits déterminés par la loi du 21 Mars 1834, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois et d'une amende de 100 fr. à 2,000 fr. »

Cette proposition, malgré sa rédaction générale, visait surtout le patron ou la compagnie qui congédiaient un ouvrier pour cause de syndicat. Elle rétablissait à leur encontre l'article 416 du Code Pénal et avait le tort de laisser indemnes les ouvriers, ayant exigé l'expulsion d'un camarade parce qu'il n'était pas syndiqué ou ayant mis en interdit une usine en raison de ce qu'elle employait des ouvriers non affiliés aux syndicats. On s'aperçut en effet assez vite que s'il y avait des patrons qui considéraient comme lettre morte la loi de 1884, il y avait aussi des syndicats ouvriers qui d'une loi libérale prétendaient faire un instrument d'oppression. Les tribunaux eurent maintes fois à intervenir en vertu des principes généraux du droit et les détails révélés par ces procès eurent bientôt pour effet de diminuer le mouvement de sympathie qui avait accueilli le projet Bovier-Lapierre, excellent dans la pensée de son auteur, puisqu'il avait pour but de donner une sanction à la loi de 1884, que ses auteurs en avait laissée dépourvue.

Il faut reconnaître en outre que si la proposition de M. Bovier-Lapierre pouvait s'expliquer en fait, sinon se justifier en droit, lorsqu'il s'agissait de renvoi systématique, de perte d'emploi, de privation de travail pour ce seul fait d'appartenir à un syndicat régulier ou, plus souvent, au bureau d'une de ces associations, l'auteur du projet allait assurément

avait été votée par le Parlement, il faudrait admettre sans hésitation l'affirmative, car ce projet érigeait en délit correctionnel toute atteinte portée aux associations syndicales ouvrières. Le congé ayant pour cause unique l'affiliation du salarié à un syndicat, devenu un acte illicite, eût dû faire l'objet d'une réparation pécuniaire.

Mais que faut-il décider dans l'état actuel de notre législation? Nous pensons que la rupture du louage, basée sur un tel motif, ne constitue pas une faute. A tort ou à raison les patrons considèrent les syndicats comme des machines de guerre, destinées à détruire leur autorité, cherchant à les supplanter, à devenir des intermédiaires nécessaires entre eux et leurs ouvriers et entravant l'embauchage individuel. Il est certain qu'à l'heure actuelle il y a une tendance à substituer les accords, conclus sous l'influence des associations syndicales et ce qu'on pourrait appeler un régime de contrats collectifs, aux

trop loin lorsqu'il punissait de la peine de l'emprisonnement le « refus motivé d'embauchage. » Il est évident que cette formule commode aurait permis à des ouvriers, n'ayant peut-être d'autre mérite que l'attache syndicale, de s'imposer en quelque sorte de vive force à un patron récalcitrant. Nous pensons donc que si la proposition en question, qui a tant ému l'opinion, comme tous les problèmes si complexes de l'organisation du travail, doit avoir un jour droit de cité dans nos codes, c'est à condition que la rédaction de 1891 soit encore amendée, devienne plus conforme à la liberté, laisse de côté le refus d'embauchage et ne risque plus de déplacer l'oppression au lieu de la faire disparaître.

contrats individuels (1). Le patron excède-t-il son droit en réagissant contre cette tendance nouvelle, contraire à la liberté du travail individuel, en refusant d'entrer en pourparlers avec les représentants des syndicats, en fermant ses ateliers aux ouvriers syndiqués et en contractant directement avec son personnel. Si on se prononce pour l'affirmative, il faudra donner tort aux syndicats, qui déterminent par des menaces de grève le renvoi des ouvriers non syndiqués, et permettre même au patron de leur réclamer des dommages-intérêts.

Considérons un instant le côté pratique de la question. On peut se trouver en présence d'un employé qui prétend avoir été renvoyé parce qu'il faisait partie d'un syndicat et d'un employeur qui affirme s'être séparé de lui pour une tout autre raison. La preuve peut être difficile à faire pour ce dernier. L'employé syndiqué, une fois le pied dans la maison de son maître, ne pourra plus en être délogé tant qu'il sera syndiqué.

Envisagée dans son ensemble, la théorie de nos adversaires nous semble contraire aux usages et aux mœurs industrielles. Il est inadmissible de prétendre, avec nos habitudes modernes, que chaque fois qu'un ouvrier quittera l'atelier, ou que son patron le renverra, ils puissent être actionnés devant un

(1) Voir sur ce point les deux Premiers-Paris du Temps, 19 et 30 janvier 1891.

tribunal pour justifier de la légitimité des motifs qui les ont fait agir.

Lorsque les parties ne sont plus d'accord, l'une pour continuer ses services et l'autre pour les recevoir, il vaut mieux les laisser se séparer librement. que de les obliger à prolonger la vie commune par l'appréhension de dommages-intérêts. C'est « un ménage qui ne peut plus durer, » c'est « un divorce qui s'impose. » Au lieu d'adoucir les rapports du capital et du travail, on les porterait au paroxysme.

Obliger l'employeur à dire les motifs pour lesquels il renvoie l'employé, sera souvent très fâcheux pour celui-ci. Ce seront des soupçons qui ne pourront pas être justifiés, mais qui dans tous les cas porteront atteinte à la bonne renommée de l'employé.

Le patron ne doit pas de travail à l'ouvrier et il est entièrement maître des raisons qui peuvent le déterminer à lui ouvrir ou à lui fermer les portes de son usine. Bonnes ou mauvaises, nous n'avons pas le droit de lui en demander compte. En refusant de continuer à louer les services d'un ouvrier, il use d'un droit strict, rigoureux. Il ne faut voir là que l'exercice d'une liberté nécessaire.

La loi est réciproque. On exposerait le salarié à des dommages-intérêts à chaque abandon non légitime de l'atelier. On le riverait ainsi à une usine, à une maison de commerce. Si on lui offrait ailleurs

des conditions plus avantageuses ou mieux adaptées à ses facultés, il ne pourrait les accepter. Toute grève dont le motif sera jugé insuffisant obligera les grévistes à réparer intégralement le préjudice causé, l'engagement se trouvant rompu sans cause légitime. C'est ce qu'il aurait fallu décider dans la grève récente des ouvriers verriers, qui jouissaient d'un salaire plus élevé que ceux des industries similaires.

Au dessus de tout cela il y a le principe de la liberté individuelle, de la liberté du travail, qui doit être maintenu avec d'autant plus de fermeté qu'aujourd'hui nous voyons bien des personnes rêver de prétendus progrès qui ne seraient autre chose que le sacrifice de cette liberté précieuse. Notre théorie a la supériorité indéniable de respecter l'ancienne règle tutélaire de l'art. 1780.

Ce n'est pas à dire que la loi nouvelle, telle que nous l'avons interprétée, et telle que le Parlement l'a voulue, obtienne toutes nos sympathies. Sans doute sur bien des points elle est encore insuffisante. Pour certaines professions spéciales les usages peuvent faire défaut (1). Les délais de congé peuvent

(1) Il est d'ailleurs certaines industries auxquelles un délai de congé ne saurait s'appliquer en raison de la valeur exceptionnelle de la matière première qui est confiée à l'ouvrier. Dans les industries soyeuses par exemple, au moment de l'apprêt et de la teinture, ne serait-il pas à craindre que l'ouvrier qui ne serait plus que pour quelques jours ou même pour quelques

être trop courts. Le législateur pourrait, comme presque toutes les lois étrangères l'ont fait, fixer un délai minimum de congé. « Il serait opportun, a dit M. Glasson, (1) de remplacer par une disposition légale des usages souvent incertains et de tempérer cette rigueur du droit actuel. »

Certaines propositions de loi sont entrées dans cette voie et nous ne pourrions qu'applaudir à leur adoption.

Le 20 décembre 1892 M. Rodat avait déposé sur le bureau de la Chambre des Députés une motion ainsi conçue :

« Lorsque le contrat de louage n'aura pas été formé pour un temps ou pour une entreprise déterminés, les parties pourront se dégager de leurs obligations en se donnant congé suivant les usages établis, et s'il n'existe pas d'usages, en observant un délai au moins égal à la durée d'un terme de paiement des salaires stipulés, sans que ce délai puisse être moindre de trois mois ».

Ainsi serait comblée la lacune de la loi nouvelle qui, à défaut d'usage, autorise la rupture immédiate du louage de services.

heures dans la fabrique, ne dénaturât volontairement dans une pensée de vengeance la pièce de soie grège placée entre ses mains. De là la nécessité, en cas de rupture, d'une séparation immédiate.

(1) Le code civil et la question ouvrière.

C'est du reste la solution que la plupart des législations européennes ont adoptée.

Le Code fédéral suisse des obligations a consacré ce système fort rationnel. Voici en quels termes est conçu l'article 343.

Lorsque la durée du contrat n'est déterminée ni par la convention, ni par le but en vue duquel les services ont été promis, chacune des parties peut renoncer au contrat en observant les délais fixés par la loi ou par l'usage. A défaut de loi ou d'usage, le contrat peut être résilié pour la fin de chacun des trimestres de l'année civile (31 mars, 30 juin, 30 septembre, 31 décembre) moyennant un congé donné au moins six semaines à l'avance. Si les services n'ont pas commencé exactement avec le trimestre, le congé peut être donné, la première fois, pour la fin du trimestre suivant.

Dans le même sens le projet de Code civil pour l'empire d'Allemagne dispose, dans son article 563, qu'à défaut de fixation d'un terme au louage de services, chacune des parties peut se départir du contrat moyennant un avertissement préalable de quinze jours.

De même l'article 77 de la loi autrichienne du 8 mars 1883 stipule que, s'il n'est pas intervenu de convention sur l'époque de la paye et sur le délai de dénonciation de l'engagement, il est sous-entendu que la paye aura lieu chaque semaine et que le

délai de dénonciation sera de quinze jours. Mais les ouvriers qui sont payés à la pièce ou qui travaillent suivant un accord convenu, ne sont autorisés à se retirer qu'après avoir régulièrement terminé l'ouvrage entrepris.

De même l'article 92 de la loi hongroise sur l'industrie du 21 mai 1884 dispose que le contrat entre le patron et l'ouvrier peut, s'il n'en a pas été convenu autrement ou si l'organisation du travail dans les fabriques n'en dispose pas autrement, être rompu par une dénonciation faite à quinze jours de date. — Le délai de déclaration est de six semaines pour les employés de commerce, s'il n'en a pas été disposé autrement par le contrat. — Le délai de dénonciation est de trois mois pour les ouvriers ou employés de commerce, chargés de travaux importants, notamment dans les grandes entreprises industrielles, fabriques ou maisons de commerce, pour ceux qui sont employés comme teneurs de livres, caissiers, gérants, commis-voyageurs, garde-magasins etc.

De même l'art. 19 de la loi russe du 3 juin 1886 stipule que le contrat de louage de l'ouvrier avec l'administration d'une fabrique ou d'une usine prend fin à l'expiration du délai de deux semaines, à partir de la signification par l'une des parties de son intention de rompre le contrat, s'il était conclu pour un terme indéterminé.

SECTION VI

Calcul de l'indemnité.

Le paragraphe 4 détermine les éléments principaux que le juge devra prendre en considération pour apprécier l'importance du préjudice éprouvé, et déterminer le montant des dommages-intérêts.

Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé.

1°. — DES USAGES.

Le législateur a pensé, à tort selon nous, qu'il eût été difficile en cette matière de fixer un délai uniforme. « Nous avons cru, dit M. Clamageran (1), qu'il ne suffisait pas de fixer un délai égal dans

(1) Sénat, 15 novembre 1887. Déb. parlementaires, p. 919.

toutes les circonstances prévues à l'avance; que ce délai d'avertissement et, par suite, de dommages-intérêts plus ou moins grands suivant qu'ils résultent d'un délai qui a été plus ou moins observé, ne devait pas être le même dans toutes les circonstances; qu'il y avait des cas où des conventions tacites en quelque sorte, comme le dit la Cour de cassation, les usages ou même la nature de la profession, les rapports qui existent entre l'employé et celui qui l'emploie, devaient créer un délai plus long que dans d'autres cas. Nous avons donc présenté une rédaction plus large, qui ne fixe pas un délai et qui laisse aux tribunaux le soin d'apprécier dans quel délai cet avertissement aurait dû être donné ».

Mais le législateur, comme nous l'avons expliqué plus haut, aurait dû fixer un délai minimum de congé et laisser l'usage établir des délais plus longs suivant les professions.

Les employés de chemins de fer, pour qui on voulait faire au début une législation exceptionnelle, sont ceux qui profiteront le moins de la loi nouvelle. Les compagnies se sont bien gardées de laisser s'établir des usages, qui auraient pu tourner contre elles.

Quelques-unes ont des formules qui leur permettent d'accorder des indemnités à leurs employés, mais ces derniers ne peuvent pas s'en prévaloir.

Ainsi l'ordre 1744 (art. 2) de la compagnie d'Orléans, qui donne la faculté d'accorder une pension viagère de 400 francs aux agents commissionnés ayant moins de cinquante ans d'âge et de vingt ans de services, aux employés à l'essai, auxiliaires, hommes d'équipe et ouvriers de différents services, victimes d'accidents professionnels, n'engageant pas la responsabilité de la compagnie, porte : Lorsque les agents commissionnés ayant moins de cinquante ans d'âge et de vingt ans de services, des employés à l'essai... seront frappés d'une incapacité absolue de travail, le directeur sera autorisé à proposer au Conseil l'allocation...

Cet article ne lie pas le directeur de la compagnie d'Orléans, l'octroi d'une pension dépend de son bon plaisir.

Les usages varient avec les professions et les pays. Il serait intéressant d'en reproduire quelques-uns.

L'ouvrier attaché à l'exploitation d'un fonds rural est censé loué à l'année (1).

Il est d'un usage général qu'un employé payé au mois prévienne son patron un mois à l'avance quand il veut le quitter. A l'inverse ce dernier le

(1) Bordeaux, 3 janvier 1867. D. 1868. 5. 279.

congédiant brusquement lui doit une indemnité fixée à un mois d'appointements (1).

Il est d'usage à Bordeaux que les employés d'une maison de commerce et ceux qui sont préposés à l'exécution des travaux publics ne puissent être renvoyés qu'après avoir été prévenus trois mois à l'avance (2).

Le tribunal de commerce de la Seine a décidé que dans les magasins de nouveautés les employés pourraient être renvoyés sans avis préalable et sans motifs.

2°. — DE LA NATURE DES SERVICES ENGAGÉS.

Il est juste, comme le dit M. Poincaré dans son rapport (3), que l'indemnité varie suivant la difficulté du travail, la valeur de l'employé, le genre d'industrie, d'art ou de commerce.

(1) Marseille 19 oct. 1863 (Journal Marseille, 63, I, 309). — Nantes 2 mai 1874 (Journal Nantes, 74, I, 281). — Paris, 9 février 1879 (Journal des Tribunaux de Commerce 79. 426). — Tribunal commerce Rouen 6 novembre 1876 (Journal des Tribunaux de Commerce 77. 125).

(2) Bordeaux, 27 janvier 1896. Rec. de Bordeaux. 96. 199.

(3) Ch. des Dép. 29 déc. 1888. — Ann. 3472, p. 24.

3°. — DU TEMPS ÉCOULÉ.

Il est certain qu'un employé, qui est resté longtemps au service de quelqu'un, qui a consacré une partie de son existence à un établissement industriel, agricole ou commercial, a plus de droit, s'il est congédié, à la bienveillance de la Justice qu'un employé nouveau, qui n'avait pas encore l'espoir d'avoir acquis une situation définitive.

4°. — DES RETENUES OPÉRÉES ET DES VERSEMENTS
EFFECTUÉS EN VUE D'UNE PENSION DE RETRAITE.

C'est là l'innovation principale de la loi et la condamnation de la jurisprudence antérieure. La situation des ouvriers, qui subissaient une retenue sur leurs salaires pour alimenter une caisse de retraites et qui étaient exposés à tout moment, même après vingt ans de services, à perdre par la révocation, non-seulement la pension à laquelle ils avaient droit, mais même le capital dont ils étaient propriétaires, a préoccupé le législateur du 27 décembre 1890. Il a voulu réparer cette injustice, et permettre à l'employé ou à l'ouvrier infirme de trouver dans sa vieillesse des secours qui autrement lui manqueraient totalement.

Pour comprendre la portée et surtout l'esprit de la dernière disposition du paragraphe 4, il est nécessaire de grouper toutes les discussions qui ont eu lieu à ce sujet à la Chambre et au Sénat, et de montrer à la suite de quelles transformations la réforme relative à la Caisse des retraites a été adoptée.

SYSTÈME DE M. CUVINOT. — RÈGLEMENT ET LIQUIDATION
DES PENSIONS DE RETRAITES.

M. Cuvinot avait proposé au Sénat, le 14 novembre 1887, à la suite du texte général complétant l'art. 1780 du Code Civil, une disposition spéciale aux ouvriers ayant droit à une pension de retraite, ainsi conçue :

La rupture du contrat laisse subsister, nonobstant convention contraire, les droits éventuels acquis par l'employé à raison de sa participation à une caisse de retraites, quel que soit d'ailleurs le mode d'alimentation de cette caisse.

M. Cuvinot, qui était animé de pensées conciliatrices, espérait que la chambre ferait bon accueil au texte tout entier, puisqu'un de ses articles donnait satisfaction aux employés de chemins de fer dans leurs réclamations les plus pressantes.

Certaines grandes sociétés étaient déjà entrées dans cette voie. La compagnie d'Orléans assurait à

ses agents une part dans les bénéfices qu'elle affectait à leur retraite. Ces fonds appartenaient à l'employé, et quand il quittait la compagnie, il avait droit à une pension ou à un capital, car ses versements étaient faits, soit à capital réservé, soit à rente viagère.

La plupart des sociétés, ayant des caisses de retraite, se contentaient de restituer au salarié révoqué les sommes qui provenaient de son travail. Le service de ces caisses était fait par la caisse nationale des retraites de la vieillesse qui délivrait un livret à l'ouvrier, et quand celui-ci quittait la société, il était sûr de garder les prélèvements opérés sur son salaire.

M. Cuvinot proposait de généraliser ces mesures humanitaires, et de convertir en droit ce qui n'était souvent qu'une faveur.

Il déclarait illicite, contrairement à la jurisprudence existante, le fait par un patron de pouvoir, en congédiant un employé, lui allouer ou lui refuser la pension de retraite à laquelle il avait droit. C'était à ses yeux subordonner une obligation au libre exercice de la volonté du maître, à ses calculs intéressés.

En cas de refus de la pension, le congé était accompagné d'une « véritable pénalité », d'autant plus rigoureuse que l'ayant-droit était plus près du terme de sa carrière. L'auteur insistait sur ce que

le salaire comprend aussi bien l'argent promis à une échéance lointaine, indiquée par le contrat, que celui qui est versé mensuellement.

Dans le système qu'il proposait, l'ouvrier avait toujours droit, quel que fût le motif de son départ, à une pension viagère proportionnelle à ses années de services, que son ancien patron devait lui servir quand il aurait atteint l'âge déterminé.

Si l'employeur avait recours à la caisse nationale pour la vieillesse, la liquidation n'offrait aucune difficulté, elle se faisait par la remise du livret. Si, au contraire, il avait une caisse spéciale, il y capitaliserait la somme destinée à la rente et la liquiderait lui-même à l'époque fixée.

Une critique très grave était adressée à ce système. L'entrepreneur qui a révoqué le salarié, peut-être parce que ce dernier a insulté ou frappé ses chefs, qui a tout au moins des griefs contre lui, était obligé de conserver et de faire fructifier les deniers de cet homme pendant quinze, vingt et même trente ans. On allait pour un temps très long river l'un à l'autre deux ennemis...

Du moment qu'on créait pour l'employé le droit à une pension de retraite, il eût fallu en revanche donner à l'employeur la faculté de se libérer au moment de la rupture du contrat.

Le projet de M. Cuvinot fut renvoyé à la commission qui adopta la rédaction suivante :

Si le contrat de louage implique la participation à une caisse de retraite, la rupture du contrat entraîne de plein droit et à quelque époque que ce soit, la liquidation de la portion de rente acquise à l'employé, soit à raison des retenues opérées sur son salaire, soit à raison des versements effectués en premier par le patron.

La commission avait supprimé la disposition impérative du système précédent et avait admis que dans tous les cas, le patron pouvait se dégager de ses obligations par le versement du capital nécessaire au service de la rente, soit à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à toute autre caisse fonctionnant sous la garantie de l'Etat.

Le Sénat en première délibération vota le texte de la commission.

SYSTÈME DU REMBOURSEMENT DES RETENUES.

Mais en deuxième délibération un revirement se produisit. A la suite d'une longue discussion, M. Trarieux déposa un amendement, qui consistait à supprimer le paragraphe additionnel, relatif aux pensions de retraite, en maintenant les trois premiers paragraphes de l'art. 1.

« On me fait remarquer, disait l'auteur, que le troisième paragraphe, en visant les conventions formées entre les parties, vise par cela même celles

de ces conventions qui concernent les caisses de retraites et peut, par conséquent, permettre la restitution des retenues et des versements qui peuvent avoir été opérés au profit de ces caisses. C'est donc, je le répète, pour simplifier la question que je me borne à demander au Sénat d'adopter ce troisième paragraphe. » (1)

Ainsi au système de la liquidation et du règlement des pensions qui présentait de grandes difficultés, le Sénat substitua le système du remboursement des retenues.

Dans quel cas le remboursement devait-il avoir lieu? L'auteur de l'amendement indique nettement que si l'ouvrier a provoqué son congédiement par des actes de malhonnêteté et d'indiscipline, il perd ses retenues, mais si sa conduite a été à l'abri de tout reproche, le patron doit les lui rembourser, quand bien même il aurait respecté les délais de congé et ne lui devrait aucune indemnité. Il s'agit, a dit M. Trarieux, d'empêcher que les employés intéressés dans des caisses de retraites puissent à la suite de congédiements arbitraires, perdre les retenues opérées sur leurs salaires. (2)

La Chambre, quand elle fut saisie à nouveau de la question, adopta l'interprétation de M. Trarieux, et modifia, mais seulement dans la forme, le texte

(1) Sénat 13 mars 1888, Deb. parl. p. 307.

(2) Sénat 13 mars 1888, Deb. parl. p. 306.

qui lui était soumis. Aux mots « conventions légalement formées entre les parties » elle ajouta « notamment au sujet des caisses de retraites. »

La commission sénatoriale trouva cette rédaction défectueuse et proposa la suivante qui devint définitive :

« Pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et en général de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé. »

Les patrons qui ont le droit de libre résiliation, doivent rembourser les retenues et les versements, qui ont été opérés au profit des caisses de retraites, retenues et versements dont l'ouvrier est propriétaire et qui constituent ce qu'on a justement appelé « le salaire à longue échéance. » Ce remboursement constitue du reste une véritable restitution. (1)

(1). Nous avons considéré, disait M. Cuvino t (Sénat, séance du 25 novembre 1890 p. 1069 col. 3) que lorsqu'une compagnie renvoie un employé comptant de longs services et qu'elle le congédie en le privant de la pension de retraite qu'il avait escomptée pendant toute la durée de sa carrière, et qu'il avait envisagée comme l'espoir de ses vieux jours, elle opère sur l'avoir de cet agent une véritable confiscation pour des sommes relativement considérables — je suppose un agent ayant 24 ans de services. Dans un an il va avoir 2000 francs de

Si le patron garde ces fonds en cas de faute grave de l'ouvrier ayant motivé son renvoi, c'est à titre d'indemnité, et avec l'autorisation des tribunaux.

Cette solution qui s'impose, relativement aux retenues opérées sur les salaires, a fait l'objet de longues discussions quant au versement effectué par le patron.

On a cherché quelle était la nature juridique de ces versements. Sont-ils une libéralité, un don gratuit. Si oui, on ne peut contraindre l'employeur à les restituer. La conséquence serait du reste désastreuse; ils disparaîtraient, la bienfaisance s'éteindrait.

M. Poincaré (1) entendait bien la loi dans ce sens. Les tribunaux, disait-il, devraient proportionner l'indemnité aux « sacrifices » que l'employé aura faits. M. Cuvinot (2) remarquait judicieusement que ce mot sacrifices n'impliquait que les « retenues opérées sur les salaires. »

M. Paris, (3) qui a serré la difficulté de très près,

pension viagère. Le capital constitutif de cette rente ne représente pas moins de 24.000 francs; cela veut dire que la compagnie inflige à l'agent congédié une amende de pareille somme. Une telle pénalité, appliquée sans jugement, est tout-à-fait excessive.

(1) Chambre, séance du 29 déc. 1888 p. 814.

(2) Sénat, rapport du 10 Juillet 1890. Ann. 130 p. 197.

(3) Sénat, séance du 20 février 1888 p. 174.

a fait une distinction très juridique: « Lorsque le patron aura accru dans un sentiment de bienveillance très louable, en vertu d'une convention librement consentie, ces économies de l'ouvrier, qu'il aura ainsi donné au salaire quotidien un complément naturel, pensez-vous que le patron puisse conserver ce modeste capital sans porter atteinte à un droit acquis. Je distingue, remarquez-le bien, entre la convention et la simple promesse. La promesse doit conserver son caractère de gratification.»

Il faut distinguer en effet les versements prévus par la convention et les versements opérés à titre gracieux. Les premiers font partie intégrante du salaire, constituent ce que nous avons appelé le salaire à longue échéance, qui ne peut être enlevé arbitrairement. Il est facile par un exemple de prouver que les versements de la première catégorie ne diffèrent pas beaucoup des prélèvements opérés sur les salaires. Supposons que le minimum des salaires pour un employé soit de cent francs par mois ou de douze cents francs par an; il est évident que si l'on veut alimenter la caisse des retraites, en prélevant 5 0/0 sur ce chiffre d'appointements, la compagnie sera obligée de payer à cet employé cent cinq francs par mois ou douze cent soixante par an. Si, au contraire, elle prélève elle-même sur ses bénéfices la somme nécessaire pour la caisse des retraites, elle pourra se borner, préci-

sément parce qu'aucune retenue n'aura été faite sur le salaire de l'employé, à lui payer douze cents francs par an. Le résultat final sera exactement le même; il n'y aura de différence que dans la forme de la comptabilité; les écritures seront passées d'une autre façon, mais les sommes déboursées par la compagnie et perçues par l'employé resteront identiques.

Nous concluons donc ainsi : Quand le louage de services est résilié, l'ouvrier, à moins de faute grave de sa part, a droit au remboursement des retenues opérées sur son salaire et des versements prévus par la convention. Quant aux versements opérés à titre gracieux par le patron, ils constituent un don gratuit, sur lequel l'employé ne peut élever aucune prétention.

M. Mongin (1), dans l'article dont nous avons déjà cité quelques passages, a sur la question que nous venons de traiter une théorie très originale. Nous croyons qu'il est utile de l'exposer au point de vue du droit des ouvriers. L'auteur examine dans quel cas, d'après le paragraphe 4 interprété rigoureusement, le salarié sera privé sans compensation du droit à la retraite. C'est d'abord quand il est renvoyé pour un motif légitime. Le patron ne

(1). *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. XXII, p. 357.

pourra pas être condamné au remboursement, pour le fait de s'être séparé d'un ouvrier qui lui avait donné des sujets sérieux de mécontentement ou qui était inapte à remplir ses fonctions. L'insuffisance de la loi est encore évidente lorsque l'ouvrier quitte volontairement l'atelier, si une clause du contrat lui fait perdre dans cette hypothèse ses droits à la retraite. Cette stipulation n'est pas interdite par la loi de 1890. De même s'il existe une clause semblable dans un contrat de travail, conclu pour une durée déterminée et renouvelable à chaque échéance, la loi nouvelle est applicable à ces sortes d'engagements. Donc d'après M. Mongin nombreux sont encore les cas où la protection accordée aux ouvriers est insuffisante.

Ce savant professeur trouve une protection beaucoup plus large en dehors du paragraphe 4, dans les principes mêmes du Code Civil. L'art. 1780 interdit les engagements perpétuels. Or l'ouvrier, dont le droit à la retraite est maintenu en suspens par une clause du contrat, ne peut pas quitter librement l'usine ou l'atelier. La crainte de perdre la pension viagère qu'on lui a fait espérer, l'attache étroitement à son maître. Une telle convention ne cache-t-elle pas un engagement illimité?

Il est évident qu'une clause pénale redoutable, frappant l'ouvrier à son départ de l'atelier d'une

amende considérable, ne serait pas compatible avec la liberté individuelle, consacrée par le Code Civil. La situation n'est-elle pas la même lorsque l'employé est placé sous la menace de perdre sa retraite? N'est-ce pas une véritable clause pénale tombant sous le coup de la loi? Il y a bien là une situation irrégulière, contraire à la règle de l'art. 1780.

Quelle sanction faut-il édicter contre les contrats entachés de clauses semblables? Faut-il se prononcer pour la nullité complète du contrat? L'article 1780 semblerait l'exiger. Il est inutile d'aller jusque là, car la convention est valable en elle-même et contient une clause pénale nulle. En vertu de l'art. 1227 C. C. la nullité de celle-ci n'entraîne pas celle de l'obligation principale. Il suffit donc d'annuler la clause pénale, le contrat subsiste dans ses autres parties.

L'auteur craint que l'on ne trouve sa théorie un peu hardie, mais il rassure les esprits timorés en constatant qu'elle est une simple application des principes généraux du Code Civil. Enfin elle réalise les réformes les plus chères à la classe ouvrière et assure aux travailleurs du pain dans leur vieillesse.

5°. — DE TOUTES LES CIRCONSTANCES QUI PEUVENT
JUSTIFIER L'EXISTENCE ET DÉTERMINER L'ÉTENDUE
DU PRÉJUDICE CAUSÉ.

Nous arrivons à la dernière phrase du paragraphe 4 :

Pour la fixation de l'indemnité il est tenu compte..... de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé. Les tribunaux sont donc libres de faire entrer en ligne de compte tel élément qui leur convient. Le législateur a cru devoir leur indiquer les bases sur lesquelles ils devront surtout s'appuyer, mais il n'a entendu en aucune façon exclure un autre mode d'appréciation.

Au point de vue de la fixation du montant des dommages-intérêts la loi a encore innové. Les juges ont un pouvoir discrétionnaire et ne sont pas tenus, comme autrefois, de respecter les usages qui fixent le chiffre de l'indemnité. Ils n'ont d'autre frein que l'équité. Ils peuvent tenir compte de toutes les circonstances qui justifient l'existence et déterminent l'étendue du préjudice causé. Prenons un exemple. Il est d'usage que l'employé congédié brusquement, ait droit à une indemnité fixée à un mois de son salaire, la loi de 1890 permet aux tribunaux de lui allouer une somme plus élevée.

Nous allons voir, dans la section suivante, qu'à ce

point de vue, rien ne peut restreindre le pouvoir arbitraire du juge, pas même la volonté expresse des parties.

SECTION VI

Interdiction de conventions contraires aux dispositions de la loi nouvelle.

Il est certain que la loi eût été illusoire si les parties avaient pu renoncer d'avance au droit de demander des dommages-intérêts. Une clause courante aurait été adoptée, serait devenue de style dans les contrats de travail à durée indéterminée et les dispositions de notre texte seraient demeurées lettre morte.

Le paragraphe 5 dispose que : *Les parties ne pourront renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-dessus.*

DE LA VALIDITÉ DES CLAUSES PÉNALES.

La loi prohibe formellement les clauses de renonciation totale. Mais que faut-il décider des clauses pénales, c'est-à-dire des conventions entre patrons et

ouvriers, faites d'avance et prévoyant la rupture du contrat, qui fixent l'indemnité qui serait alors due.

Cette question a été agitée devant les Chambres. M. Humbert (1), président de la commission sénatoriale, s'est prononcé nettement contre la validité des clauses de dédit. « Comment voulez-vous, a-t-il dit, admettre une clause pénale, peut-être illusoire, visant un préjudice qui n'est pas connu; si vous l'admettez, ce serait renoncer dès à présent, moyennant cette clause qui serait peut-être très-faible, au droit dont il s'agit. Je crois qu'il y aurait à cela un très grand danger et que vous supprimeriez ainsi les avantages de l'art. 1780. »

M. Lacombe répliqua qu'il y a certaines conventions qu'il serait utile de respecter, celles par lesquelles, *de bonne foi*, patrons et ouvriers, au moment de la formation du contrat, auraient fixé les dommages-intérêts qui pourraient être la conséquence de la rupture.

Si vous ne respectez pas ces clauses, a-t-il dit, c'est le procès obligatoire que vous imposez.

M. Trarieux a fait justice de cette opinion par l'argument suivant. Si on permet de fixer par avance les dommages-intérêts par des clauses pénales, les parties se serviront de ce moyen pour éluder la loi que le Parlement veut rendre inéluctable.

(1). Sénat, 28 nov. 1890. Déb. parl. p. 1096.

Quant aux clauses sérieusement et équitablement stipulées par les parties, que M. Lacombe voudrait mettre à part, il n'y a pas à s'en préoccuper, car il est évident qu'elles feront forcément la loi des tribunaux, si ceux-ci étaient appelés à en apprécier le caractère. En donnant en effet à la justice, comme règle de ses décisions, la mission de se référer aux usages et à toutes les circonstances propres à l'éclairer, il n'y a point à craindre qu'elle néglige de sanctionner, en se les appropriant, des conditions qui lui auraient paru loyales et équitables.

M. Buffet demandant : Si le tribunal peut élever le dédit, aura-t-il le droit de le réduire, s'il le trouve exorbitant? M. Trarieux répondit que si le juge a le droit d'augmenter le dédit, il faut aussi lui reconnaître le droit de le diminuer. Les tribunaux auront la mission *d'être équitables* quand on les consultera, et on peut avoir pleine confiance dans leur prudence et dans leur sagesse.

La loi nouvelle ne déclare donc pas nulles à priori toute clause de dédit, mais le juge pourra la rejeter si elle est contraire à l'équité, s'il y découvre d'après les faits, les circonstances, les intentions, quelque trace d'injustice.

Cette explication concorde très bien avec celle que nous avons donnée pour les paragraphes précédents. La loi présente en effet dans toutes ses dispositions une grande unité, une harmonie parfaite.

En cas de rupture unilatérale du contrat, les parties ont-elles droit à une indemnité? C'est affaire d'équité, tout dépend des juges qui ont un pouvoir discrétionnaire. Les clauses fixant à l'avance le chiffre éventuel des dommages-intérêts doivent-elles être annulées? Elles peuvent être maintenues si elles sont équitables. On retrouve encore ici l'idée de larges pouvoirs accordés aux tribunaux.

Il nous semble qu'on pourrait également justifier le paragraphe 4 en invoquant l'art. 1382 C. C. Il est de principe qu'on ne peut pas renoncer à l'avance aux dommages-intérêts résultant de l'art. 1382. L'art. 2046 C. C. permet bien de transiger sur l'intérêt civil qui dérive d'un délit, mais seulement lorsque le délit a été consommé et que l'intérêt est né et actuel.

Le paragraphe 4 défend également de renoncer à l'avance aux dommages-intérêts, qui pourraient résulter d'un congé illicite. La clause pénale n'est pas possible avant la rupture du contrat, mais la transaction est possible après. C'est bien ce qui a été dit dans les travaux préparatoires :

Il s'agit (1), a dit M. Humbert, de savoir si on pourrait par avance, par un contrat, qui serait fait avant que le préjudice ne se fût manifesté, abdiquer complètement tout droit à ces dommages-intérêts

(1) Sénat, 28 novembre 1890, p. 1096, col. 3.

fondés sur l'équité. Or cela ne peut pas être. On ne doit pas, lorsqu'on n'a pas connu l'existence d'un préjudice, lorsqu'il a été impossible même d'en apprécier l'étendue, stipuler par avance qu'on renonce au droit dont il s'agit; ce serait aller à l'aveugle et c'est ce dont nous ne voulons pas. Nous respectons la liberté des conventions, la liberté vraie, mais non pas la liberté, qui consiste dans l'abdication même du droit aux dommages-intérêts fondés sur l'équité.

Nous préférons cette explication à celle de M. Trarieux 1) : Cette disposition, a dit cet orateur, est assez simple, assez claire, assez nette pour qu'il soit inutile d'y ajouter un commentaire. Elle n'a rien du reste d'anormal, car elle ne sort pas du principe général de l'art. 1780. L'interdiction du contrat de louage, qu'exprime cet article, est en effet un principe d'ordre public et général, auquel il ne peut être dérogé par des dispositions particulières. Il est donc naturel que les dispositions qui vont compléter cette règle participent du même caractère et qu'on n'y puisse également déroger.

Si la prohibition de notrealinéa était fondée sur un principe d'ordre public, le juge devrait ne tenir aucun compte de toute clause de dédit, la considérer comme non écrite. M. Trarieux aurait eu raison en présence de la formule primitivement adoptée par la Chambre des députés : Toute stipulation,

(1) Sénat, 28 novembre 1890, p. 1094, col. 2.

contraire aux dispositions qui précèdent, est nulle de plein droit. Mais cette formule a été rejetée par le Parlement, qui a ainsi implicitement consacré l'autre interprétation.

Nous concluons que les clauses de dédit ne sont pas radicalement nulles et non avenues, mais devront être appréciées par le juge, qui pourra les confirmer, les réduire, les augmenter suivant les circonstances et *d'après l'équité*.

Ainsi les tribunaux ne sont pas liés par les clauses du contrat. Cette règle est commandée par le texte même de l'article premier. D'après le paragraphe 3 le juge, dans le calcul de l'indemnité, doit tenir compte non seulement des usages, mais encore de toutes les circonstances propres à déterminer l'étendue du préjudice causé. Si les usages ne sont pas obligatoires, il faut décider pour être logique, que les clauses ne le sont pas davantage, car l'observation de l'usage n'est en somme que le résultat de l'accord tacite des parties..

L'alinéa 4 de la loi nouvelle porte -t-il atteinte à la liberté des conventions? Pourquoi, dit-on, la stipulation ne serait-elle pas aussi libre en ce qui concerne le dédit qu'en matière de salaire? Pourquoi ne pas dire également en ce qui concerne le salaire qu'il faudra donner aux tribunaux la mission d'apprécier s'il a été fixé équitablement et s'il est en proportion avec les services rendus. La question

est la même : liberté de discuter les conditions du dédit ou liberté de discuter le salaire, c'est tout un ; ce qui peut être fait dans des conditions de liberté suffisante pour le salaire, peut l'être également pour le dédit.

Cet argument est plus spécieux que juste, car si l'ouvrier débat librement les conditions de son salaire, il n'en est pas de même des clauses pénales qui lui sont souvent imposées.

Le reproche fait à la liberté des contrats doit être écarté si l'on admet avec nous que la loi ne s'applique qu'aux cas où le renvoi serait abusif. Quand le congé donné est licite (nous avons reconnu aux parties le droit de résiliation), celles-ci peuvent le prévoir dans la convention et fixer dans ce cas le montant de l'indemnité qui sera allouée à l'une d'entre elles.

La loi de 1890 n'annule donc pas toute clause renonciative ou pénale, mais seulement celles qui prévoient un acte déloyal et malhonnête, l'exercice abusif d'un droit. L'alinéa qui nous occupe a une portée restreinte. Si on admet la liberté de congé, comme tout s'enchaîne naturellement, on respecte, dans ce qu'elle a de légitime, la liberté des conventions.

La jurisprudence a déjà eu à se prononcer sur l'application du paragraphe 4. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 5 mai 1891

décide (1) que le règlement d'atelier, conçu en ces termes : « tout employé, quel que soit son sexe et sa spécialité, pourra être remercié le jour même, sans qu'il puisse réclamer une indemnité quelconque » est nul de plein droit comme contraire à la loi du 27 décembre 1890.

Une décision du même tribunal, en date du 9 septembre 1892 (2), nous paraît sujette à caution. Un employé était engagé au mois avec 125 francs d'appointements et 52 fr. 50 pour sa nourriture. Il était obligé à ne réclamer, en cas de renvoi brusque, qu'une somme de 5 fr. Le tribunal a validé cette clause sous prétexte que la loi de 1890 a seulement pour but d'empêcher l'employé d'aliéner à l'avance ses droits à exercer son recours en cas de préjudice subi, mais ne saurait avoir pour effet d'empêcher cet employé de fixer à l'avance l'importance dudit préjudice.

SECTION VIII

De la procédure et de la compétence.

Le paragraphe 5 dispose que :

Les contestations, auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents,

(1) Trib. comm. Seine, 5 mai 1891, D. 91, III, 87.

(2) id. id. 9 septembre 1892. D. 93, II, 177.

lorsqu'elles seront portées devant les tribunaux civils et devant les cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence.

En présence du texte de cette disposition, qui ne s'explique pas sur la juridiction compétente en matière de contestations relatives à la résiliation du louage de services, on peut se demander quels tribunaux en connaîtront.

Nous avons résumé au chapitre II de cette étude les discussions parlementaires, qui ont eu lieu à ce sujet. Tandis que MM. Cazot et Germain Casse réclamaient la juridiction des prud'hommes, M. de Janzé proposait l'institution d'un comité exécutif, et M. Margue demandait la création d'un tribunal arbitral composé d'un juge de paix et de deux arbitres nommés par les parties. En 1882 MM. Raynal et Waldeck-Rousseau voulaient, dans leur proposition, attribuer au juge de paix la connaissance des contestations entre les compagnies et les agents commissionnés. La commission, chargée d'examiner ce projet et celui de M. Delattre, demandait la création d'une juridiction exceptionnelle.

Nous avons vu comment le Parlement avait écarté systématiquement toute juridiction spéciale et avait refusé de modifier les règles ordinaires de la compétence. Il avait seulement accordé aux contestations en matière de congé, le bénéfice d'une

instruction sommaire et d'un tour de rôle de faveur. Aucun doute ne peut s'élever à cet égard en présence des paroles catégoriques de M. Poincaré dans son dernier rapport. (1)

Mais le paragraphe 5 n'accorde ces avantages qu'aux procès relatifs à l'application « des paragraphes précédents, » de telle sorte que si le louage de services est à durée déterminée, les contestations, auxquelles il pourra donner lieu, ne seront instruites comme affaires sommaires que dans les cas indiqués par l'art. 404 du Code de Procédure civile.

Cette différence de traitement est assez difficile à justifier, surtout en raison des principes d'unité de législation et d'égalité devant la loi, dont s'est inspiré le législateur de 1890.

Mais il nous semble certain que cette omission, si omission il y a, est en contradiction avec la réalité des faits. Les questions de congé nous parais-

(1) « Il n'est pas dérogé, a dit l'orateur, (Chambre, 22 décembre 1890, p. 2618, col. 1) aux règles générales de la compétence. Les demandes d'indemnité seront portées devant les tribunaux de commerce, devant les prud'hommes, en justice de paix ou devant les tribunaux civils suivant que d'après les règles ordinaires du droit, elles devront être déférées à l'une ou à l'autre de ces juridictions, c'est-à-dire suivant le chiffre de la demande, la nature du contrat ou la qualité des parties. Mais s'il y a lieu en fait de les porter devant le tribunal civil, alors elles devront être jugées comme affaires sommaires et par conséquent la procédure sera la moins coûteuse et la plus rapide possible. »

sent être de celles qui « requièrent célérité » et qu conformément au paragraphe 4 de l'art. 404 C. Pr. C. doivent être jugées comme affaires sommaires.

L'alinéa 5 de la loi nouvelle est donc injustifiable ou du moins inutile.

SECTION IX

Homologation des statuts et règlements des caisses de retraites.

Il s'agit dans l'art. 2 d'une disposition toute spéciale aux compagnies de chemins de fer. Cet article dispose que :

Dans le délai d'une année les compagnies et administrations de chemins de fer devront soumettre à l'homologation ministérielle les statuts et règlements de leurs caisses de retraites et de secours.

Le syndicat (1) des agents des compagnies de

(1) La lettre suivante a été publiée par les journaux du mois de décembre 1890 :

Mes chers camarades, après vingt ans d'attente, l'heure de la justice est arrivée. Le Sénat s'est décidé à nous donner le droit commun, dont nous étions exclus par les arrêts de la Cour de Cassation.

Il a fait mieux encore : il a donné le droit au Ministre des Travaux publics d'homologuer les règlements des caisses de

chemins de fer a considéré ce texte comme une conquête précieuse. Mais il faut reconnaître qu'il a perdu aujourd'hui presque toute son importance, parce qu'en fait les compagnies ont, depuis quelques années, remanié dans un sens libéral et humanitaire, tous les règlements de leurs caisses de retraites et de secours. On ne saurait trop les féliciter de l'initiative qu'elles ont prise. Mais peut-être les discussions parlementaires n'ont-elles pas été étrangères à cette louable détermination.

Il n'était cependant pas inutile de consacrer ces progrès et d'en provoquer d'autres par la nécessité d'une homologation ministérielle. Le paragraphe 5 assure en effet au Ministre des Travaux publics des

retraites, de manière qu'elles ne soient plus un leurre pour la plupart d'entre vous. Mon avis est que, ces droits étant acquis, nous devons demander à nos mandataires à la Chambre des Députés, leur adoption sans discussion, afin qu'ils soient promulgués dans le plus bref délai. Il est bien entendu qu'une importante question reste à régler, celle de la durée du service intimement liée à la sécurité publique.

Remercions donc nos généreux défenseurs, MM. de Janzé, Delattre, Floquet, Lockroy, Poincaré, Tolain, Maze, Humbert et surtout M. le Ministre des Travaux publics. Au nom de tous nos collègues de France, qu'ils reçoivent l'expression de notre vive reconnaissance.

Continuez, chers camarades, à faire consciencieusement votre service et vous arriverez, tout en travaillant à la prospérité de vos compagnies, à conserver l'estime de tous les citoyens, qui ont conscience des services que vous rendez à la France et à la République.

Le président du Syndicat général

GUIMBERT

pouvoirs nouveaux : « C'est cet article, a dit M. Yves Guyot, alors ministre, qui me donne le droit de m'ingérer dans l'administration des caisses de retraites et des caisses de secours, droit que je n'ai pas aujourd'hui ; c'est cet article, qui me donne le droit d'obtenir ces renseignements (1) que vous me reprochiez de ne pas avoir et que je n'ai pas légalement le droit de réclamer. »

Le droit d'ingérence du Gouvernement se justifie par l'existence de la garantie d'intérêts. Toute augmentation des pensions de retraites des employés de chemins de fer a son contre-coup sur la garantie d'intérêts et par suite sur les finances publiques.

Aussi M. Reymond (2), sénateur, exprimait-il la crainte que le Gouvernement ne profitât de la loi nouvelle pour restreindre les dispositions trop libérales des règlements des compagnies : Vous voyez, a-t-il dit, que ce que je craignais se réalise. L'homologation demandée aura ce résultat : Si M. le Ministre trouve les Compagnies un peu larges, n'est-il pas à craindre qu'il ne les convie dans certains cas, à l'être moins ? Voilà ce que je crains, je crains que M. le Ministre ne dise : la garantie de l'Etat est en cause ; la garantie de l'Etat est augmentée par vos libéra-

(1) Il s'agissait de renseignements statistiques, apportés à la tribune du Sénat le 28 novembre 1890 par M. Reymond, concernant les versements effectués directement par les compagnies dans la caisse des retraites.

(2) Sénat, 28 novembre 1890, p. 4401, col. 3.

lités ; pourquoi feriez-vous, vous compagnies, plus que ne font les chemins de fer de l'Etat (1).

Mais le Ministre (2) répondait : je crois que l'honorable M. Reymond a tort de considérer le Gouvernement comme tellement âpre que pour épargner quelques deniers à la garantie d'intérêts, il veuille rogner sur la munificence des Compagnies à l'égard de leurs caisses de retraites et de secours. Quant à moi, ce n'est pas de cette manière que je comprendrais l'article, qui est actuellement en discussion, je considère que si le Gouvernement a le droit d'intervenir pour l'homologation des statuts relativement aux caisses de retraites et de secours, ce doit être pour donner plus de garanties au personnel des compagnies et non pour lui en enlever.

Si le Ministre refuse l'homologation, quelle sera la sanction ? Il serait difficile de prétendre avec M. Lacombe (3) « que la caisse serait supprimée. Rires. » Une solution plus simple s'impose. L'article du règlement, que le Gouvernement n'approuvera pas, ne pourra être mis en vigueur et on vivra sous

(1) M. Reymond affirmait que tandis que l'Etat n'allouait que 5 0/0 pour une retenue sur les salaires de 5 0/0,

Le P. L. M.	allouait	6	0/0	contre une retenue de	4	0/0
L'Est	—	8	0/0	—	—	3 0/0
L'Ouest	—	5	0/0	—	—	4 0/0
Le Midi	—	6	30 0/0	—	—	3 0/0
Le Nord	—	9	0/0	—	—	3 0/0

(2) Sénat, 28 novembre 1890, p. 1102, col. 1.

(3) Sénat, 28 novembre 1890, p. 1101, col. 2.

le régime précédent, tant que l'Etat et les Compagnies ne se seront pas mis d'accord.

SECTION X

Effets de la loi nouvelle.

Les travaux préparatoires contiennent encore ici des affirmations contradictoires. M. Lacombe (1) disait : L'interprétation légale donnée par le projet à la convention ne s'appliquera qu'aux faits postérieurs à la loi; jusqu'à sa promulgation, cette convention doit être interprétée librement par les tribunaux. Mais au contraire la loi une fois votée régira non seulement les conventions qui interviendront sous son empire, mais même les conventions antérieures pour ce qui est des versements assujettis à des interprétations différentes, pour les versements effectués avant la loi, et pour ceux qui auraient lieu dans l'avenir. Remarquez, en effet, que la loi a pour but de compléter la convention et que, par cela seul que les parties n'y dérogent pas à cette loi, elles sont censées se placer volontairement sous son régime.

Mais l'effet de la loi a été indiqué d'une façon très nette par M. Humbert (2), président de la commission sénatoriale : « Quel sera le sort des ouvriers qui

(1) Sénat, 13 mars 1888, déb. parl. p. 304.

(2) Sénat, 13 mars 1888, p. 305.

ont contracté sous l'empire d'une convention? Est-ce que leur situation sera réglée d'une autre manière après la promulgation de la loi nouvelle? Non, en thèse générale. Toutes les fois qu'une convention a été faite sous l'empire d'une loi particulière, elle ne peut pas être détruite, à moins d'un texte formel, par une loi nouvelle; ce sera donc toujours l'ancienne loi qui réglera le sort des conventions entre les parties, même postérieurement à la promulgation de la présente loi. Il n'y aura pas deux règles pour les mêmes ouvriers, à moins que les parties ne l'aient voulu d'une manière expresse. »

Il faut donc décider que la loi nouvelle ne rétroagit pas et que les contrats en cours continueront à avoir effet, même s'ils sont rompus postérieurement au 27 décembre 1890. C'est ce que la jurisprudence récente a admis. Le tribunal de commerce de la Seine (1), le 15 mai 1891, a jugé que la clause d'une convention passée en 1884, clause acceptée par un employé, et portant qu'il pourrait être congédié à tout instant, sans indemnité, était valable même depuis la promulgation de la loi du 27 décembre 1890. — La Cour de Cassation (2) s'est prononcée sur cette question dans une espèce différente. Un placier de la Compagnie Singer avait été révoqué brusquement, avant la promulgation de la

(1) Trib. comm. Seine, 15 mai 1891, D. 91, III, 38.

(2) Cass. req. 20 mars 1893.

loi de 1890, en vertu d'une convention, qu'il avait acceptée. La Cour d'Appel de Paris l'avait débouté de ses prétentions. Le pourvoi (1) qu'il avait formé, prétendait que la loi de 1890 doit avoir un effet rétroactif à cause de son caractère d'ordre public. Mais la Chambre des Requêtes rejeta le pourvoi, attendu qu' « une pareille prétention est inadmissible. »

Certains tribunaux ont cru trouver un moyen habile d'appliquer la loi nouvelle aux contrats anciens, sans pourtant la faire, à proprement parler, rétroagir. Si un individu est engagé au mois sans durée déterminée, il y a là, dit la Cour d'Amiens, un contrat successif, car si le contrat se compose en réalité d'une série d'engagements successifs, indéfiniment renouvelés, ne peut-on pas le décomposer en autant de périodes et lui appliquer la loi du 27 décembre 1890, dès que la période en cours au moment de la promulgation de cette loi a pris fin ?

(1) Le pourvoi faisait valoir les considérations suivantes : les conventions légalement formées tiennent lieu de loi entre les parties, mais il ne faut pas qu'elles soient contraires à l'ordre public. Est d'ordre public toute loi d'organisation sociale destinée à maintenir l'égalité des droits entre les divers citoyens et à empêcher l'asservissement de l'un par l'autre. On ne peut contester ce caractère à la loi du 27 décembre 1890. Or les lois d'ordre public n'ont pas seulement pour effet d'annuler les conventions qui pourraient nuire dans l'avenir aux principes qu'elles consacrent. Les conventions, contraires à ces principes, fussent-elles antérieures à la promulgation de la loi, cessent de recevoir leur exécution.

La nouvelle période fait l'objet d'un nouvel engagement, et celui-ci, s'étant formé à une époque postérieure à l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, doit être régi par elle. Mais M. Planiol (1) présente une objection très grave et très juste contre ce raisonnement. Ce sont, dit-il, de « nouveaux contrats qui se forment à chaque terme et le louage devient à durée déterminée ». Il faut bien se garder « de confondre le congé, qui rompt en cours d'exécution, avec le refus de contracter, qui empêche un nouvel engagement de se former à l'expiration du précédent. Il y a donc contradiction à reconnaître qu'un employé était engagé au mois et à lui appliquer néanmoins une loi faite pour les engagements sans détermination de durée. Si la loi devait être entendue ainsi, elle recevrait une extension considérable, qui dépasserait les intentions vraisemblables du législateur, car elle permettrait de condamner à des dommages-intérêts non-seulement ceux qui se délient, mais ceux qui refusent de contracter. »

Un arrêt de la Cour d'Orléans (2) du 15 mars 1893, a voulu faire rétroagir la loi nouvelle dans un certain sens. Sans doute, dit cet arrêt, elle n'a pas d'effet rétroactif et les contrats antérieurs à sa promulgation ne sauraient être réglementés par elle

(1) Note sous Amiens, 2 janvier 1892. D. 92, II, 489.

(2) Cour Orléans, 15 mars 1893. D. 93, II, 446.

lorsqu'ils interdisent à l'employé brusquement congédié toute réclamation d'indemnité, mais quand l'engagement ne contient pas cette condition, la loi de 1890 s'applique, pour l'avenir, aux engagements de louage de services sans détermination de durée qui, révocables en tout temps par la volonté d'une seule des parties, se sont continués sous l'empire de la loi nouvelle. M. Planiol (1) voit là une contradiction : La loi de 1890, dit-il, renferme deux dispositions distinctes : elle accorde le droit de réclamer une indemnité dans certaines conditions : elle annule les clauses, qui vaudraient renonciation à ce droit. Ces deux dispositions sont le corollaire l'une de l'autre ; il est impossible que l'une soit rétroactive, sans que l'autre le soit. Cet auteur conclut ainsi : A défaut d'une disposition spéciale accordant la rétroactivité à la loi du 27 décembre 1890, on doit donc la lui refuser.

Nous croyons que les congés donnés postérieurement au 27 décembre 1890, pour mettre fin à un engagement contracté auparavant, devraient être encore régis par la législation antérieure, sous l'empire de laquelle le contrat s'était formé.

(1) Note sous Orléans, D. 93, II, p. 466.

CONCLUSION

Bien que la loi du 27 décembre 1890 n'ait pas encore dit le dernier mot sur les problèmes si graves auxquels elle s'applique, et nous semble notamment présenter une lacune importante en n'admettant pas, comme l'ont fait les législations étrangères, un délai de congé obligatoire et d'une durée suffisante, il est incontestable qu'elle a réalisé un pas sérieux dans l'ordre économique, tout en respectant le principe de liberté, qui est à la base même de la Révolution Française.

Une des plus vives et des plus légitimes préoccupations, régnantes à notre époque dans le monde du travail, est la question des caisses de retraites. Désormais tous les employés, tous les ouvriers des entreprises industrielles, qui comportent des caisses de retraites, rentreront, en cas de renvoi, dans la propriété des retenues par eux subies, et la loi leur assure même, dans certaines conditions, les versements effectués par la Société elle-même. Ils se trouvent ainsi plus favorisés que les fonctionnaires publics et peuvent en outre recevoir des dommages-intérêts pour la fixation desquels les tribunaux ne sont pas liés par l'usage et ne rencontrent

d'autres bornes que les limites indéterminées de l'équité elle-même.

Ce droit aux dommages-intérêts étant d'ordre public, toute clause de dédit, par laquelle l'ouvrier y renoncerait ou en fixerait le montant à un chiffre trop bas, serait considérée par le tribunal comme non écrite. Là est la meilleure sanction de la réforme.

Nous croyons avoir établi à l'aide des travaux préparatoires et des préoccupations qui présidèrent à la laborieuse discussion de la loi de 1890, que le contrat de travail peut être rompu sans motifs légitimes. Là encore est un point important pour la situation de l'ouvrier dans l'industrie. Comme le louage de services est un contrat réciproque, la plus faible des parties contractantes, c'est-à-dire l'ouvrier se fût trouvé victime de cette nécessité de motifs légitimes, théorie séduisante au premier abord. Le contrat aurait eu, dans cette hypothèse, un caractère perpétuel et le salarié se serait trouvé attaché, peut-être pour sa vie entière, à une même usine, hors d'état de profiter des conditions de travail meilleures, et d'une augmentation de salaires proportionnée aux besoins grandissants de la vie moderne. Nous avons montré en outre, au cours de cette étude, que le contrat perpétuel de louage n'eût pu être établi par la loi de 1890, sans une contradiction formelle avec le vieil article 1780,

dont elle rappelait à son fronsispice les dispositions libérales.

Agir autrement, attacher l'employé à l'employeur par des liens presque indissolubles, aurait constitué, le mot a été dit au Sénat, une véritable révolution industrielle. Non seulement l'ouvrier se fût trouvé condamné à ne pas voir augmenter son salaire et à vieillir enfermé dans un même atelier, comme l'artisan du moyen-âge, mais encore l'employeur se fût trouvé contraint à conserver des collaborateurs d'une productivité insuffisante; la médiocrité, le mauvais vouloir, la force d'inertie, peuvent n'être pas toujours considérés en justice comme des motifs légitimes.

Le législateur de 1890 a donc servi tout ensemble l'intérêt de la prospérité industrielle, de la production nationale et la cause de la liberté individuelle, qui nous semble d'ailleurs en être inséparable.

VU : *Le Président de la thèse,*
LÉON MICHEL.

VU : *Le doyen de la Faculté,*
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

*De la résiliation du louage de services. — Loi du
27 décembre 1890*

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER	
Législation et jurisprudence antérieures à la loi du 27 décembre 1890.....	5
Section I — Ancien art. 1780 C. C.....	5
Section II. — Résolution et résiliation du louage de services.....	10
Section III. — Droit de congé unilatéral.....	18
Section IV. — Jurisprudence antérieure, jurisprudence des Cours d'Appel, jurisprudence de la Cour de Cassation.....	21
CHAPITRE II	
Historique de la loi nouvelle.....	31
Section I. — Situation des agents de chemins de fer.....	31
Section II. — Système d'une loi spéciale à ces agents.....	35
Section III. — Objections formulées à l'encontre d'une loi spéciale.....	40

	pages
Section IV. — Origine de la loi nouvelle.....	
Propositions de loi et débats parlementaires.	46
CHAPITRE III	
Commentaire de la loi du 27 décembre 1890.....	65
Section I. — Cette loi n'est que le complément de l'article 1780. C. C.....	65
Section II. — A quelles personnes s'applique-t- elle? Distinction du louage et du mandat.... Les fonctionnaires. Les employés des Che- mins de fer de l'État.....	66
Section III. — Liberté des parties contractantes..	85
Section IV. — Cas dans lesquels la rupture du louage de services donne lieu à des dom- mages-intérêts	88
La jurisprudence antérieure est consacrée...	97
Théorie de la faute.....	99
Section V. — Considérations économiques.....	112
Théorie de M. Planiol.....	113
Les syndicats professionnels, Projet-Bovier- Lapierre	114
Section VI. — Calcul de l'indemnité	124
Les pensions de retraites.....	129
Section VII. — Interdiction de conventions con- traires aux dispositions précédentes.....	141
De la validité des clauses pénales.....	141
Section VIII. — De la procédure et de la compé- tence.....	148
Section IX. — Homologation des statuts et règle- ments des caisses de retraites.....	151
Section X. — La loi nouvelle n'a pas d'effet ré- troactif	155

Paris. · Imprimerie TROUBLÉ, 7 bis, boulevard de Vaugirard.
